

# **lutte ouvrière**

**Nouvelle-Calédonie :  
la droite  
et l'extrême-  
droite  
poussent leur  
avantage.**

p. 3

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 874 - 2 mars 1985 - prix : 6 F



## **FORBACH :**

**assassinés  
par  
le  
capital**

## **Elections cantonales :**

**la gauche comme la droite  
nous demandent nos suffrages  
pour s'en servir contre nous.**

p. 3, 10 et 11



# sommaire

## Dans le monde

Page 6 :

— Les « parrains », dernière séance ?

Page 8 :

— Liban : l'armée israélienne mène une sale guerre contre la population.  
— Pologne : le pouvoir recule.

Page 9 :

— USA : dans l'automobile, records de profits pour les patrons, records de cadences et de sacrifices pour les travailleurs.

Page 12 :

— Il y a 20 ans, Malcolm X était assassiné.

Page 20 :

— Grande-Bretagne : la grève des mineurs s'effrite.

## En France

Pages 4 et 5 :

— Forbach : assassinés par le capital.

Pages 10 et 11 :

— La campagne des élections cantonales.

- La profession de foi des candidats de Lutte Ouvrière.
- Quand le PS compte sur la droite pour isoler Le Pen.
- Marchais : sans concession au 1<sup>er</sup> tour... pour mieux manœuvrer au second.

Page 13 :

— Les TUC : une attaque de plus contre le SMIC, dans laquelle le gouvernement fait tout pour mouiller encore plus les syndicalistes.  
— Entreprise Herviller Tourcoing ; Le Bronze Industriel Bobigny.

Pages 14 et 15 :

— Renault Choisy : resserrement de la discipline du travail.  
— Grèves : aéroport de Toulouse-Blagnac ; Motorola Toulouse.

## Culture

Pages 16 et 17 :

— Livres : *Le froid et les ténèbres* ; *La secte* de Ph. Robrieux ; *Le réveil indien en Amérique andine* d'A. Labrousse ; *Pêcheurs d'ombres* d'E. Copfermann ; *Rock-Vinyl* de J.M. Leduc ; réédition du *Guide du citoyen face à la police* de D. Langlois.

Pages 18 et 19 :

— Films : *Brazil* ; *A la recherche de Garbo*.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## USA

### LA CIA et les renseignements sur mesure

Les USA ont un budget d'armement formidable, qui a surtout pour première fonction de soutenir l'industrie, en particulier en temps de crise. Mais il faut bien justifier ces dépenses aux yeux de l'opinion publique. C'est pourquoi Reagan agit avec tant d'ardeur le spectre de l'ogre soviétique armé jusqu'aux dents.

C'est pourquoi aussi la CIA, la centrale de renseignements américaine, s'active à présenter des estimations des dépenses militaires soviétiques qui sont démonstratives des efforts à fournir par les contribuables américains.

C'est ainsi que au début de son premier mandat, en 1981 et 1982, Reagan avait fait voter des hausses spectaculaires des budgets militaires. Et la CIA avait présenté à l'époque des chiffres aussi importants pour ses estimations des dépenses militaires soviétiques.

Mais depuis, si le budget de la Défense américain continue de croître, il le fait dans des limites plus « raisonnables ». Du coup, ainsi que le rapporte le journal *Libération* du 27 février, la CIA a corrigé ses estimations. Témoignant devant la commission économique du Congrès américain,

un responsable de la CIA a déclaré en novembre 1984 que les fortes hausses du budget militaire soviétique, prétendument constatées à la fin des années 1970, ne seraient plus si importantes, après tout. Il paraît même, toujours d'après la CIA, que les fonds soviétiques destinés à l'acquisition de seuls matériels militaires seraient restés constants depuis 1976...

Avec un service de renseignements aussi objectif, il n'est pas très étonnant que le gouvernement américain se mette de temps en temps le doigt dans l'œil.

Claude CHARVET

### Guerre et paix... trole

La libération du prix de l'essence, cette grande victoire conquise par Leclerc sur le gouvernement et les compagnies, allait sauver les consommateurs des prix abusifs. C'est du moins ce qu'on a entendu le mois dernier.

Or voici que l'essence fait au 1<sup>er</sup> mars un bond de 7 à 10 centimes par litre. Raison : le gouvernement a décidé d'avancer de dix jours l'augmentation mensuelle de la taxe sur les carburants. Car cette taxe est

actuellement augmentée tous les mois, le deuxième mardi du mois ; et devancer l'appel de dix jours fait toujours une rentrée de plus dans les caisses de l'Etat. Le plus cocasse, dans cette nouvelle escroquerie à la pompe, est la raison invoquée pour la justifier : la libération des prix. Ça n'a aucun rapport, mais l'argument a l'avantage de n'avoir encore jamais été utilisé.

Quant aux compagnies pétrolières, elles ont aussitôt

annoncé qu'elles répercuteraient immédiatement l'augmentation des taxes sur le prix de détail car, « après la guerre des prix » qu'elles viennent d'avoir avec les grandes surfaces, elles ne sont pas en mesure de supporter, même momentanément, la hausse des taxes.

Alors, si le consommateur n'a pas eu le temps de sentir les effets promis de la guerre des tarifs, sûr qu'il va sentir passer le souffle de la paix.

### « L'Humanité » de pire en Spire

Le rédacteur de *L'Humanité* à qui a échu la tâche de faire la critique du livre du chef de l'Etat soviétique, Constantin Tchernenko, intitulé *Le peuple et le parti ne font qu'un* (90 F, 392 pages), a dû trouver la tâche ingrate.

Il fut un temps, certes, où les rédacteurs du quotidien stalinien étaient mieux rodés à ce genre d'exercice et où celui à qui incombait la tâche de rédiger la louange quotidienne au chef suprême avait au moins la consolation d'avoir, ce jour-là, un article à la Une. Ce n'est plus le cas !

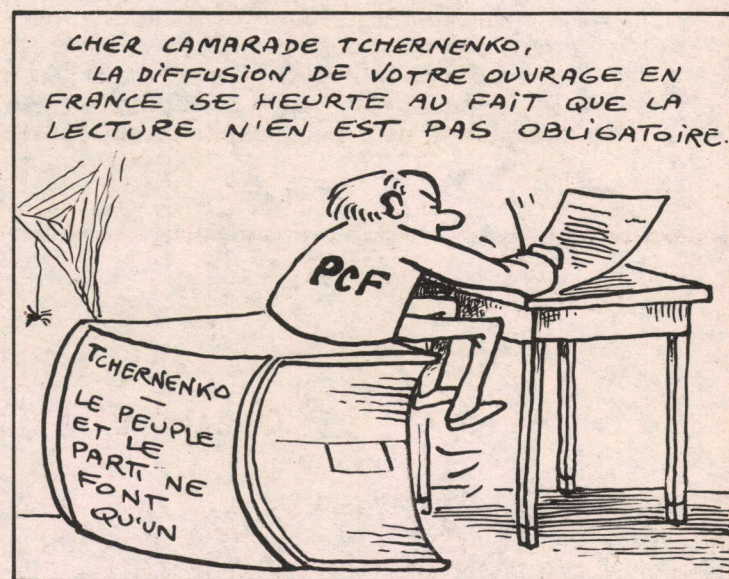
Mais avaler 392 pages pour un article en page intérieure, il faut reconnaître qu'Arnaud Spire a pris son mal avec philosophie. Et il s'en est tiré à bon compte. Le seul nom de la maison d'édition, Plon, glané sur la couverture, lui a fourni toute l'argumentation destinée à démontrer l'importance et la profondeur de l'œuvre impérisable du premier citoyen soviétique : cette maison « tient à sa réputation d'éditer de grands hommes. Le général De Gaulle, Nixon, Carter et Reagan... y sont déjà publiés ». Des références irréfutables, pour un communiste ! Et Spire s'insurge : « Que la sortie d'un tel ouvrage dans notre pays ne provoque que ricanements, insultes et hausses de plume... en dit long sur le niveau... d'inculture qui caractérise la critique politicienne dans notre pays ».

Cela dit, pas un mot de Spire sur le contenu du livre. Pour ne pas ennuyer le lecteur de *L'Humanité*, probablement. Cela suffisait que le pensum soit pour Spire.

Pour notre part, nous

avouons franchement qu'au moment de tirer au sort quel rédacteur se dévouerait pour faire la critique de l'œuvre du

premier — et peut-être défunt — soviétique, comme par hasard, nous n'avons pas retrouvé les dés.



### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

**LUTTE OUVRIERE**

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

**LUTTE DE CLASSE**

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



## Les élections cantonales

### La gauche comme la droite nous demandent nos suffrages pour s'en servir contre nous

**L**A campagne des cantonales a commencé. Elle se terminera en 1986, dit toute la presse, si ce n'est en 1988. Et c'est reparti pour un tour, et même pour plusieurs tours dans ce jeu truqué des élections.

Pendant des années, Giscard, Chirac ou Barre, après De Gaulle et Pompidou, avaient gouverné ouvertement en faveur des possédants. Leurs mines arrogantes, leurs phrases éculées avaient fini par s'user et laisser jusqu'à une fraction de leur propre électoral. Quelques centaines de milliers de voix, en 1981, faisaient passer la présidence de la République à Mitterrand, et le gouvernement aux socialistes et quelques communistes que Mitterrand ne voulait pas laisser à l'abri de l'impopularité.

De plus ou moins bon gré, la bourgeoisie abandonnait ses haridelles de droite. La gauche, ou prétendue telle, prenait la place au gouvernement. On avait affaire à d'autres hommes, même si ce n'étaient pas des hommes nouveaux ; mais on allait s'en apercevoir bien vite, pas à une autre politique.

Mitterrand, Mauroy et d'autres en avaient bien une dans leurs vieux papiers : la relance de la production — et la diminution du chômage — par l'augmentation de la consommation, l'imposition des grandes fortunes, l'amélioration du grand service public de l'éducation... Mais c'était des phrases, de vagues promesses tout de suite oubliées parce qu'ils n'avaient même jamais pensé les tenir.

La même politique anti-ouvrière a été menée : le chômage a encore augmenté ; le niveau de vie des travailleurs a encore baissé. Bref, rien n'a changé, ou presque.

Parce que les renoncements de Mitterrand et des socialistes au gouvernement auxquels les communistes ont longtemps conservé leur appui, et la non-application d'une politique de gauche présentée néanmoins comme responsable de tous les maux du pays par une droite qui a tous les culots, ont quand même apporté, en prime, aux travailleurs, le cadeau empoisonné de la montée électorale de l'extrême-droite. Décidément, de même que Blum avait amené Pétain ; de même que Mollet avait amené De Gaulle ; Mitterrand et les socialistes sont en passe de remettre en selle, peut-être, un gouvernement Chirac flanqué d'un ou plusieurs ministres d'extrême-droite.

Quatre ans après, les jeux sont donc presque faits. Tous les sondages indiquent que la gauche est à nouveau minoritaire sur le plan électoral. Les socialistes en sont aujourd'hui à n'avoir plus, pour seul argument électoral en leur faveur, qu'à implorer les électeurs de faire barrage à Le Pen !

Mitterrand ou le Parti Socialiste, un barrage à la droite ? Mais comment Savary a-t-il résisté aux partisans de l'école privée ? Comment Pisani résiste-t-il aux Caldoches colonialistes ? Et comment les Mauroy et Fabius résistent-ils aux patrons qui licencient, et à leurs capitaux qui s'investissent ailleurs que

dans la production ? Quant aux dirigeants du PCF, qui viennent de quitter le navire pour ne pas périr, corps et biens, dans le naufrage de la gauche gouvernementale, quelle confiance accorder à des gens qui ont soutenu sans défaillance un gouvernement pendant trois ans, mais qui viennent nous dire aujourd'hui qu'ils savaient presque dès le début qu'il prenait la mauvaise pente ?

Ces jeux qui sont faits, ils l'étaient d'ailleurs depuis bien longtemps. Dans ce système de la démocratie bourgeoise, les gouvernements s'usent, mais l'exploitation et les profits demeurent. Ils demeurent précisément parce que les gouvernements s'usent mais sont remplacés tous les quatre ou cinq ans par d'autres, toujours des nouveaux, mais jamais des neufs.

Les travailleurs avaient des espoirs, des illusions sur la capacité et la volonté de la gauche de changer leur sort au gouvernement. La gauche est venue, et les travailleurs ont vu. Eh oui, les élections sont à la fois un privilège de pays riche, mais un piège pour les classes populaires chez qui elles nourrissent savamment, alternativement, les illusions perdues et les illusions retrouvées, pour la permanence d'un système d'exploitation.

Ces élections cantonales n'ont guère d'importance : les conseillers généraux que la moitié de la France doit élire le 10 mars n'ont pratiquement aucun pouvoir. Et les grands partis qui sollicitent nos suffrages ne dépensent beaucoup d'efforts pour les capter que parce qu'ils veulent en faire un premier sondage dans la course électorale de deux ou trois ans qui s'ouvre ; que parce qu'ils tenteront de leur faire dire que nous demanderions le retour de la droite qui nous faisait encore tant de mal il y a quatre ans, ou le maintien de la gauche qui nous frappe aujourd'hui.

Eh bien, si Lutte Ouvrière présente des candidats dans quelques cantons, c'est pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs qui sont mécontents de la politique du gouvernement de le dire dans ces élections, sans favoriser la droite, en portant leurs suffrages sur le nom de nos camarades.

Mais partout ailleurs que dans ces cantons ou ceux dans lesquels la Ligue Communiste Révolutionnaire présente elle aussi des candidats pour lesquels nous appelons à voter — car ce vote aura le même sens —, partout ailleurs les travailleuses et les travailleurs peuvent s'abstenir ou voter blanc sans remords. Il n'y a pas d'autre manière, dans ces élections, de dire que nous ne sommes pas dupes de tous ces politiciens de droite ou de gauche qui se moquent de nous.

Et puis, n'en doutons pas, c'est sur d'autres terrains, sur les lieux de travail, de vie, ou même dans la rue que les travailleurs sauront faire respecter leurs droits et leurs intérêts, quand ils le voudront.

Arlette LAGUILLER

## Nouvelle-Calédonie

### La droite et l'extrême-droite poussent l'avantage

Plus le gouvernement montre son indécision et sa faiblesse, plus la droite en Nouvelle-Calédonie en profite pour avancer ses pions et chercher à créer une situation de tension qui lui soit profitable, sûre qu'elle est par expérience (on l'a vu encore il y a moins de 15 jours à Thio) que dans un tel cas, les forces de l'ordre ne pourront que prendre le parti des colons contre les Kanaks. Quant à la droite, ici même en France, elle saute sur l'occasion pour chercher à ridiculiser une fois de plus le gouvernement.

A la suite du pique-nique de Thio du 17 février, où les gendarmes, envoyés sur place, avaient laissé passer les manifestants avant de prendre purement et sim-

plement leur parti dans les affrontements qu'ils provoquèrent contre les Kanaks, Pisani s'est contenté du rappel symbolique en France d'un officier de gendarmerie et de quelques mutations. Il faut dire que n'étant pas décidé à affronter vraiment les manifestants colons, il avait lui-même laissé sur le terrain la responsabilité de la décision à un simple officier de gendarmerie, alors que tout le monde sait bien de quel côté penche le cœur des forces de l'ordre. Et sa faiblesse d'après le 17 février n'est que la suite de sa lâcheté du 17 même.

Quant à la mesure d'expulsion prise à l'encontre de cinq dirigeants du Front Calédonien (version calédonienne du Front

National de Le Pen), responsable de l'organisation du pique-nique, leur enjoignant l'ordre de bien vouloir quitter le territoire avant le lundi 25 février, elle n'a fait que donner l'occasion aux cinq dirigeants d'extrême-droite de faire la pige au Délégué général en se cachant chez des amis, et au RPCR de se solidariser des amis de Le Pen en organisant une manifestation contre leur expulsion.

Bien entendu, là encore la manifestation, bien qu'interdite par l'état d'urgence, a pu se dérouler sans problème. Elle a rassemblé 15 000 personnes selon le gouvernement, 30 000 selon ses organisateurs. Mais une nouvelle preuve est fournie que la rigueur de l'état d'urgence

n'est applicable qu'aux seuls Kanaks.

Alors on comprend aisément devant toutes ces reculades du gouvernement que la droite en rajoute : le jour même de la manifestation de Nouméa, le mardi 26, le RPCR par la voix de son député Jacques Lafleur et de son faire-valoir kanak, le président du gouvernement territorial Dick Ukeiwe, sommait le gouvernement d'organiser d'ici un mois et demi un référendum. Non pas sur le projet Pisani, mais sur celui d'Ukeiwe. Et Ukeiwe menaçait d'organiser lui-même le référendum, au nom du gouvernement territorial, si le gouvernement français refusait de le faire.

Et surtout Ukeiwe et Lafleur demandaient le

départ de Pisani de Nouvelle-Calédonie. Ce serait évidemment la plus belle déculottade du gouvernement. Mais après tout, les manifestations de la droite en faveur de l'école libre, l'an dernier, ont bien eu la peau — disons la place — d'un ministre. Au temps de la guerre d'Algérie, les tomates d'Alger avaient bien suffi à faire retirer, par le gouvernement socialiste de l'époque, le gouverneur général d'Alger qu'il venait de nommer.

Alors en lançant une campagne pour le départ de Pisani, le pire, c'est que la droite sait que le gouvernement de gauche est tellement lâche qu'elle a des chances de l'emporter.



## assassinés par le capital

22 morts (le plus jeune avait 19 ans), 103 blessés au dernier bilan, à 1 050 mètres de profondeur, au puits Simon, près de Forbach, dans l'une des mines des Houillères du Bassin de Lorraine. Ils ont été victimes d'un coup de grisou, comme au temps de Zola. La seule différence, c'est qu'en 1985 les mineurs vont chercher le charbon... et le grisou, équipés du dernier cri de la technique moderne. Ceux-là étaient allés installer une machine ultra-moderne de creusement, sans doute bardée de multiples gadgets électroniques destinés à augmenter la productivité de l'extraction du charbon. En revanche, les systèmes électroniques de sécurité, eux, n'étaient pas au rendez-vous ! Les patrons ne peuvent pas penser à tout, comme pourrait dire ce directeur des Houillères du Bassin de Lorraine, qui a déclaré à la radio, froidement, calmement — il fallait l'entendre — qu'il n'avait aucune idée des causes de l'accident, mais que la production pourrait reprendre dès le lendemain ! Celui-là devait connaître le manque à gagner des Houillères avant même le chiffre des victimes !

Mais les femmes, les sœurs, les fils, les pères... qui sont accourus aux premiers coups de sirène sur le carreau de la mine, pour attendre dans l'angoisse, au fil des heures, qu'on leur apprenne si leurs proches étaient ou non parmi les victimes, savent trop bien, eux, qu'il n'y a aucune fatalité dans cette catastrophe.

Car ce n'est pas la première. Il y a 9 ans, en 1976, près de Merlebach cette fois, il y eut 16 morts. Et dans ce même bassin de Forbach, en 1959, il y avait eu 29 morts. A chaque fois, il y a sans doute eu une enquête. Mais les patrons des Houillères ont-ils payé leur négligence criminelle assez cher ? Il faut croire que non, puisqu'ils récidivent.

Alors quoi, manquent-elles de moyens, ces Houillères ? Bien sûr que non. Des moyens, elles en ont à revendre. Les Houillères du Bassin de Lorraine sont les plus produc-

tives de France, les plus modernes d'Europe paraît-il. Leur rendement par homme est de 4,5 tonnes, contre 3,5 pour la moyenne nationale. Ah oui, elles ont bonne cote, les Houillères de Lorraine. On y trime efficacement. Mais on y touche toujours le salaire de la peur !

Car les patrons des Houillères — nationalisées — mettent plus de frénésie à augmenter les rendements, à diminuer les coûts de production, qu'à entretenir et à renouveler les appareillages de protection. Et qu'on ne nous raconte pas d'histoires. A l'ère de l'électronique, tous les moyens existent pour déceler, sans défaillance, les moindres traces de gaz et prévenir les explosions. A notre époque, en cette fin du vingtième siècle, pour empêcher les coups de grisou, comme tous les accidents du travail, il suffirait simplement d'avoir à cœur d'épargner la vie humaine. Mais la vie humaine a-t-elle de la valeur pour ceux qui font profession d'épargner les profits ?

Et que ce coup de grisou ait eu lieu dans une mine « moderne », justement, est tout un symbole. Cela juge toutes les balivernes qu'on nous sert sur ces prétendues modernisations qui produisent plus de chômeurs que de bien-être. Car là où on « modernise », ou on restructure, où l'on réduit les effectifs, où en un mot on « rentabilise », c'est le travail de ceux qui restent qu'on intensifie, qui devient plus pénible, dans des conditions plus dures, plus exténuantes et au bout du compte, bien souvent, plus dangereuses.

Non, les catastrophes, les explosions d'usines, les fuites de gaz industriels, ne sont pas réservées à Bhopal ou Mexico, aux pays sous-développés en proie au capitalisme qu'on dit sauvage. Le capitalisme est partout sauvage. Et il le sera encore plus avec la crise économique qui s'aggrave.

Jusqu'au jour où un coup de grisou social en finira avec cette barbarie.

(Editorial des bulletins d'entreprises).



## La mine tue : par accidents, par maladie aussi

Malgré la baisse des effectifs dans les mines intervenue au cours de ces dernières années, le nombre d'accidents mortels reste stable depuis dix ans : 250 mineurs ont laissé leur vie pendant cette période, au cours d'accidents. Mais il y a aussi la sili-

cose, cette maladie du mineur, qui fait 700 morts par an.

Deux anciens mineurs meurent chaque jour de silicose. Dans le Nord, un tiers des effectifs est atteint par cette plaie, en fin de carrière.

## Accidents du travail

La sécurité est le moindre des soucis des patrons, qu'il s'agisse de la mine ou d'autres secteurs d'industrie. Les statistiques d'accidents sont significatives (ce sont celles de l'année 1982, les dernières publiées, tirées de L'indicateur statistique de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travail-

leurs salariés).

Sur les 14 millions de salariés sur lesquels portent ces statistiques, il y a eu : 930 525 accidents avec arrêt de travail ; 96 848 accidents ayant entraîné une incapacité permanente ; 1 359 décès, dont 30 % dans le bâtiment, soit presque un mort par heure travaillée.

## La responsabilité des Houillères et la justice

Le lendemain du drame, le parquet de Sarreguemines et le service des Mines ouvraient deux enquêtes sur l'origine de la catastrophe.

Les syndicats ont dû se porter partie civile pour être tenus informés du dossier.

Après la catastrophe de Merlebach, qui avait fait 16 morts en 1976, deux enquêtes similaires avaient été ouvertes. Elles n'ont toujours pas abouti, 9 ans plus tard !

Trois commissions d'experts se sont succédé. La première avait conclu à une faute de l'exploitation. Aussitôt la direction des Houillères demandait une contre-expertise, une deuxième commission ne relevant aucune faute à son encontre. Saisie en 1982, la troisième commission a déposé ses conclusions il y a plusieurs mois déjà, mais le tribunal de Sarreguemines n'a toujours pas évoqué le dossier, neuf ans plus tard !

Lors de la catastrophe de Liévin, qui fit 42 morts en 1974, la direction des Houillères du Nord-Pas-de-Calais fut reconnue responsable. Le 23 janvier 1981, 7 ans plus tard, le tribunal de Béthunes condamna le chef de siège de Liévin à... 10.000 F d'amende !

La justice ne peut certes pas faire ressusciter tous les mineurs tués au fond. Mais ce n'est pas tout de même une raison pour enterrer la responsabilité des Houillères sous les dossiers de la procédure !



# Le rendement augmente, les accidents aussi

Dans son discours bilan de la Sainte-Barbe, le directeur général des Houillères de Lorraine s'était félicité des excellents résultats de 1984.

La productivité avait été accrue de 7 %, les objectifs de production dépassés de 600 000 tonnes, le record de productivité de 1981 battu.

« La houille lorraine peut être compétitive, à condition que son coût soit régulièrement abaissé par des gains de productivité », déclarait le président des Houillères. Le coût de revient a en effet baissé de 8 % en un an.

Pour la direction, 1984 a été une bonne année. Mais ses résultats, dont elle s'est vantée, elle les a obtenus par une dégradation constante des conditions de travail.

En 1984, il y a eu 4 750 accidents de travail au fond, dans les Houillères de Lorraine, sans compter les accidents au jour. A ce rythme, chaque mineur risque d'avoir 15 accidents durant sa vie professionnelle.

5 accidents mortels ont eu lieu dans l'année et ont causé 8 décès. Lors de chacun de ces accidents, ce sont les réductions d'effectifs qui étaient en cause. La direction a supprimé 1 200

emplois, le maximum de personnel et d'efforts étant consacré à la production, les travaux de préparation et d'entretien étant limités au minimum, d'importantes économies étant réalisées sur les fournitures. Les accidents mortels se sont tous produits pendant les travaux d'entretien ou de préparation.

Le mois dernier, un

mineur faisait une chute mortelle de 90 mètres. Son corps a été retrouvé plus tard, emporté sur une bande transporteuse... Aucun témoin n'avait assisté à l'accident !

Les syndicats mettent aussi en cause le manque de formation des mineurs. En 1983, après la vague d'embauche de l'année précédente, essentiellement

des jeunes, il y a eu 6 382 accidents au fond. Et comme ce sont les mineurs expérimentés qui s'en vont, les risques d'accidents s'accroissent.

Ce qui n'empêche pas la direction, pour 1985, de programmer 1 512 nouvelles suppressions d'emplois et une augmentation de 4,5 % du rendement !

Correspondant LO

## La sécurité a un prix... pour les profits

Le soir même de la catastrophe de Forbach, le directeur des Houillères du Bassin de Lorraine annonçait une possible reprise du travail pour le lendemain. Tous les corps des victimes n'étaient pas encore remontés du fond, et déjà la préoccupation de la direction était de faire redémarrer la mine. Car l'important, dans cette société de profit, c'est avant tout que la production sorte, même si cela se fait au prix de la vie des travailleurs.

D'après les syndicats, qui appellent à une grève de 24 heures lundi 4 mars, aucun des moyens modernes de détection ne fonctionnait dans la veine où la catastro-

phe a eu lieu. Car il existe des moyens techniques qui permettent de limiter les risques. Mais ce n'est rien en comparaison de ce qui pourrait être fait. D'après Haroun Tazieff, « on pourrait faire mieux, c'est évident, mais on ne le pourrait qu'à condition d'investir des sommes incomparablement plus grandes dans la sécurité. Si l'on voulait appliquer à l'industrie minière, ou à l'industrie du bâtiment, par exemple, ou à cette industrie colossale qu'est le transport routier, les normes de sécurité que l'on applique, avec rigueur et à grands frais, aux deux industries les plus sûres qui soient en France et qui sont

*l'industrie nucléaire et l'industrie du transport aérien, eh bien on n'aurait pratiquement plus d'accidents, ni de coups de grisou, ni de coups de pous-*

*sière ».* Bien sûr, l'intérêt social de maintenir des mines en exploitation, en développant le maximum de sécurité, peut se discuter. Mais ceux qui décident des investissements dans les mines le font en fonction de la rentabilité du point de vue capitaliste, pas du point de vue de la sécurité pour les travailleurs. Et la modernisation des mines sert à accroître le rendement, pas à éviter les accidents.

### Bhopal

## Les profits ça gaze

L'Union Carbide, la firme américaine responsable de la catastrophe de Bhopal en Inde, en décembre dernier, a vu ses bénéfices nets passer de 79 millions de dollars en 1983 à 323 millions en 1984.

Cette évaluation des bénéfices réalisés en 1984, annoncée par la firme, tient déjà compte de ce qu'elle appelle pudiquement les « coûts administratifs de la distribution et d'opération subis et prévus en relation avec l'accident de Bhopal », c'est-à-dire de l'ensemble des frais et des indemnités aux victimes, versés ou prévus à la suite de la catastrophe.

2 500 personnes tuées par les gaz toxiques dégagés par l'usine lors de l'accident, 200 000 autres ayant inhalé les gaz, dont plus de la moitié ont, d'après les services médicaux indiens, nécessité des

soins, souffrant de lésions de la peau, du poumon, du foie, de troubles de la vue ou de troubles neurologiques, tout cela n'a égratigné les profits de la société que de quelque 18 millions de dollars d'indemnités, sur les 323 millions réalisés par la firme cette année.

Le président d'Union Carbide, Anderson, vient de déconseiller fermement, dans des déclarations faites le 24 février à un journal de Virginie occidentale (USA), aux familles des victimes de maintenir leurs plaintes en dédommagements introduites devant les tribunaux américains. Il leur demande d'accepter « un règlement à l'amiable ».

Il est évident qu'Anderson cherche ainsi à éviter la mauvaise publicité et les frais importants qu'occasionnerait un long procès pour sa firme.

Mais les familles feraient bien de se méfier des propositions d'un pareil « ami ». D'autant plus qu'après avoir admis, juste après l'accident, la « responsabilité morale » de sa société et son intention « de ne pas s'y dérober », il entend

aujourd'hui « combattre jusqu'au bout » l'idée que des négligences ont été commises à Bhopal, alors même que toutes les constatations et les expertises pratiquées depuis convergent sur ce point.

## Du moment que ça rapporte

Comme beaucoup de pays, l'Allemagne manquerait de reins à transplanter. Un médecin allemand, Hajo Harms, a cru déceler un marché et projette d'acheter des reins à des personnes du Tiers Monde, moyennant une forte rétribution (on parle de 300.000 F) pour les revendre aux hôpitaux qui en auraient besoin. Il a même eu le cynisme de considérer cela comme une bonne action car, plaide-t-il, on peut parfaitement vivre avec un seul rein, et le donateur vivrait à l'abri du besoin... Les brochures publicitaires adressées par ce docteur aux hôpitaux et cliniques ébruiteront l'affaire, qui fait maintenant scandale en Allemagne et

met les autorités médicales en émoi.

Cette histoire est évidemment sordide, de même que le commerce du sang en provenance également du Tiers Monde. La spéculation sur la misère est répugnante. Elle est pourtant dans la logique d'un système d'exploitation où tout s'achète et se vend, y compris la vie et la santé des hommes, même si ce n'est pas toujours d'une façon aussi crue que dans cette affaire.

Les mineurs du Nord ou de Lorraine vendent aussi leur peau à l'occasion, leurs poumons toujours, contre une rétribution qui s'appelle un salaire.

Des membres du Comité pour la défense des intérêts des résidents nous écrivent :

Le tribunal de grande instance de Nanterre a décidé l'expulsion de 440 résidents algériens, mauritaniens, maliens, sénégalais, tunisiens et marocains des foyers gérés par l'Association pour l'accueil et la formation des travailleurs migrants (AFTAM), rue Nationale, à Boulogne-Billancourt.

L'AFTAM nous demande des arriérés datant de 1978, alors que nous payons à ce jour nos participations avec parfois des hausses de plus de 20 %.

L'AFTAM refuse de nous soumettre sa gestion en vue de nous permettre de mesurer les difficultés auxquelles elle se dit confrontée. Ce droit de regard vise le montant des subventions, les factures annuelles d'entretien, de l'eau, du gaz, du fuel et de l'électricité.

D'ailleurs, en 1979, il nous a fallu recourir à la grève des loyers pour qu'elle décide de muter un gérant qui utilisait les fonds destinés à la caisse d'animation des deux foyers.

L'AFTAM n'a jamais voulu apporter les améliorations nécessaires aux conditions de vie et de sécurité des deux foyers. Nous avons encore en mémoire les événements du 14 au 15 septembre 1977, qui avaient causé la mort de quatre de nos frères dans un incendie criminel au 34, rue Sedaine, 75011. En effet, nous ne disposons pas d'escaliers de secours ni d'autres issues de secours en cas d'incidents qui nécessiteraient l'évacuation rapide du bâtiment.

L'AFTAM nous demande pour une chambre à :

- un lit type A : 506 F pour 5 m<sup>2</sup> ;
- un lit type B : 632 F pour 5,80 m<sup>2</sup> ;
- deux lits : 495 F par lit pour 12 m<sup>2</sup> ;
- trois lits : 374 F par lit pour 16 m<sup>2</sup>.

Pour mieux nous faire entendre par l'AFTAM, nous avons consigné dans une banque le montant de sept mois de grève (avril à octobre 1981). Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, et selon les orientations de François Autin, nous avons trouvé un accord avec l'AFTAM, qui devait au moins régler les conditions de sécurité. Mais elle nous a assignés en référé devant le tribunal de grande instance de Nanterre. C'est ce tribunal qui vient de prendre les décisions suivantes :

- 1) Expulsion pure et simple de 440 résidents dans un délai de 42 jours ;
- 2) Paiement d'une amende de 500 F par résident.

Cette procédure n'avait pas de raisons d'être, car il n'y avait pas de « péril en la demeure ».

Pour le Comité pour la Défense des Intérêts des Résidents (CDIR).



## Les parrains, dernière séance ?

Fameux succès pour le FBI, cette arrestation lundi dernier à New York de chefs des cinq grandes « familles » de la Mafia newyorkaise, ce coup de filet que la police newyorkaise appelle modestement « le massacre du lundi soir » !

C'est vrai qu'ils semblaient sortir directement d'un film des années trente, ces chefs mafiosi qu'on nous a montrés à la télévision, sortis un à un des voitures de la police, qui avec son gros cigare, qui avec son chapeau de feutre, ses lunettes de soleil... Mais ils avaient vieilli plus encore que la pellicule : asthmatique, appuyé sur sa canne à pommeau d'or, il avait du mérite, le gros Tony Salerno, chef de la famille Genovese, pour arriver encore à têter son Havane devant les caméras de télévision. Et même Reagan, avec tous ses stages à Hollywood, n'aurait peut-être pas su garder le sourire dédaigneux, sous ses lunettes noires, du vieux Castellano, chef de la famille Gambino, s'il s'était trouvé en pareille circonstance sous le feu des projecteurs ! Car il savait bien ce qui l'attendait en entrant dans le bureau du juge, soutenu par les bras musclés de deux policiers secourables : il y avait à peine quelques semaines qu'il avait été condamné à payer deux millions de dollars de caution pour une affaire de racket, et voilà qu'on allait lui en demander encore deux pour pouvoir rentrer dormir chez lui. Quatre millions de dollars, quatre milliards de nos francs, il

ya de quoi vous donner un coup au cœur, à 73 ans ! Mais le pire de la déchéance, c'est qu'il ne pouvait pas sortir cash la liasse de billets froissés de sa poche pour la jeter sur la table du shériff ; il a fait venir seulement quelques centaines de milliers de dollars, et promis de payer le reste en immobilier. Autres temps, autres mœurs !

Les neuf mafiosi arrêtés à New York ont été inculpés pour avoir participé à une « commission » qui régénait les activités criminelles de l'Honorable Société dans tous les Etats-Unis.

C'est en 1931 que, sous l'impulsion du cerveau de la Mafia, Lucky Luciano, cette fameuse commission avait été mise en place. Le « massacre du lundi soir » n'en est qu'un plus grand succès pour les agents du FBI : il vaudra bien quelques promotions, puisqu'il couronne donc plus d'un demi-siècle d'efforts. Mais, à chercher pendant cinquante ans les mêmes parrains, on n'a plus trouvé que des grands-pères.

Et on commence déjà à se demander dans les rues de New York et de Chicago si les confessions spontanées de mafiosi repentis qui ont abouti au coup de filet spectaculaire n'auraient pas été inspirées par les nouvelles Mafias qui commencent à s'imposer à New York, Chicago ou Los Angeles, d'origine cubaine ou asiatique en particulier, et qui auraient un peu secoué le cocotier pour se débarasser des vieux patriarches siciliens. Aucun respect de la famille, ces gens-là !

## Fête de Lutte Ouvrière

**les 2 et 3 mars  
Halle Polyvalente  
Place du Champ-de-foire**

**Montbéliard**

**Samedi dès 18 h 30,  
dimanche jusqu'à 19 h 30**

## En bref

### Rocard met du lait dans son vin

« Un succès tout à fait considérable » a clamé, content de lui, Rocard à la suite de l'accord passé à Bruxelles sur les problèmes d'excédents de lait et de vin entre les partenaires de la Communauté Européenne. Cet accord se fera « sur le dos des viticulteurs », répliquait aussitôt François Guillaume, leader de la

FNSEA, opposé au gouvernement puisque de droite. Le gouvernement a passé « un marché de dupe », explique le Parti Communiste, qui n'est plus au gouvernement.

Bref, quel qu'allait être le contenu de l'accord, les commentaires auraient pu être inventés d'avance. Sauf peut-être en ce qui

concerne l'un des arguments de *L'Humanité*, qui affirme que les primes à l'arrachage de pieds de vigne prévues risquent d'entraîner une « réduction en peau de chagrin du vignoble français » ; car, pour qui a voyagé dans le Midi de la France, pour craindre de voir le vignoble français réduit en peau de chagrin, il faut vraiment avoir beaucoup d'imagination, ou avoir le vin triste.

Mais notons surtout, dans cette affaire, la constance de Rocard pour arriver tout de même à se faire montrer en gros plan à la télévision pour le moindre plant de vigne arraché ou subventionné, et à faire passer pour une belle éclaircie économique le moindre nuage de lait écarté. Mais après tout, Mitterrand ne lui a confié qu'un poste ingrat pour faire ses classes ; il faut bien qu'il fasse avec.



Rocard : « Un succès, ça s'arrose ! ».

### Coupez, et que ça trotte

L'un des sujets du magazine *Contre-enquête* a été déprogrammé à la dernière minute, mercredi 27 février au soir, sur TF1.

Il s'agissait du reportage sur Pierre-Desiré Allaire, condamné en 1980 dans l'affaire des courses truquées de Cagnes-sur-mer. Cet entraîneur de trot de Vincennes était accusé d'avoir été l'instigateur de ces trucages. Au cours du reportage, les auteurs relevaient un certain nombre d'irrégularités commises avant et pendant ce procès, notamment deux faux témoignages, des faux en écritures, etc.

La direction de TF1 a déclaré : « Le sujet consacré à l'affaire Allaire (...) ne sera pas diffusé ce soir. En effet, ce sujet met des personnes gravement en cause et par ailleurs une nouvelle procédure judiciaire est en cours ». Les personnes mises en cause étaient deux inspecteurs de la police des jeux, le secrétaire général du PMU et deux entraîneurs.

Les journalistes affirment qu'il y a eu intervention du PMU sur la direction de la chaîne, qui aurait donc décidé, en catastrophe, de ne pas diffuser ce reportage. En toute indépendance, bien entendu !



Guillaume : « Bonjour les dégâts... » (AFP)

### Mouvement de sous-préfet

Les habitants de l'archipel Saint-Pierre-et-Miquelon, petite possession française au large du Canada, viennent d'expulser sans ménagement leur sous-préfet. Le motif, nous dit-on, est d'ordre syndical. Le sous-préfet en question a été déposé dans un

bateau en partance pour Terre-Neuve (Canada).

Voilà en tout cas un procédé original qui mérite d'être retenu et popularisé dans la métropole.

Les habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon ont la réputation d'être des gens rudes. Mais efficaces.

### La maison sur le toit

Habol Ebde Haj, ancien ministre du chah d'Iran, s'était acheté un des cent appartements dans l'immeuble de luxe « Le Marly » à Cannes, sur la Croisette. Le trouvant un peu exigu pour son goût, et sur l'avis favorable de l'agence immobilière, il le fit quelque peu agrandir... en construisant sur le toit une villa de plus de 100 mètres carrés.

Le propriétaire d'en dessous, à cause de quelques fissures et d'une infiltration d'eau, n'apprécia pas : après quelques années, le tribunal vient d'ordonner la destruction de cette villa avec astreinte de 500 F par jour de retard, et de condamner le propriétaire à une amende de 500.000 F.

Cela risque d'augmenter un tout petit peu le coût de la villa...



## La « surprise » du chef (d'Etat)

Mardi 26 février, Mitterrand a annoncé qu'il prendra « dans les mois qui viennent » une initiative « qui surprendra » et visera « à transformer les institutions européennes ».

Sans doute est-ce pour que la « surprise » en soit vraiment une, toujours est-il que Mitterrand s'est bien gardé de préciser en quoi elle consisterait. Dans le petit monde des politiciens où l'on agit au nom de la « démocratie » mais au

moyen de coups fourrés et magouilles en tout genre, cela a évidemment provoqué quelques remous et interrogations.

Lecanuet, vieux renard à la réputation manœuvrière bien établie, a été le premier à réagir, accusant Mitterrand, sur France-Inter mercredi 27 février, de préparer un « coup », en l'occurrence un référendum suffisamment vague sur l'Europe pour qu'il puisse espérer y obtenir une majo-

rité de « oui ».

Le journal *Le Monde* du 28 février évoque lui aussi cette possibilité lorsqu'il écrit que Mitterrand « a demandé à ses collaborateurs de travailler sur l'idée d'un référendum » dont le thème pourrait être le raccourcissement du mandat présidentiel ou l'Europe.

De telles hypothèses n'ont évidemment rien d'impossible si l'on en juge par la propension des dirigeants du PS à gouverner à

l'aide de petites et grandes manœuvres (d'ailleurs pas toujours couronnées de succès). On a eu une récente et belle illustration de ce penchant avec l'annonce par Fabius du mélange des élections régionales et législatives, mélange relevé d'un zeste de proportionnelle. Là aussi le cocktail que prépare l'Elysée est une « surprise » puisque Mitterrand a fait savoir qu'il comptait « instiller une goutte de proportionnelle » dans le système électoral actuel... tout en se gardant bien de préciser la taille de cette « goutte » ! *Le Canard Enchaîné* du 27 février rapporte à ce propos une déclaration de Fabius à ses collaborateurs selon laquelle « on reste en plein suspense. Il y a encore sept projets différents... ».

Evidemment tout cela

peut prêter à sourire. Mais quand on constate que le gouvernement et le PS semblent ne pas envisager d'autre système de défense contre la droite que ces magouilles en tout genre, cela apparaît surtout dérisoire et lamentable.

Le sujet de la dernière « surprise » mitterrandiste pourrait être l'Europe — un thème cher aux centristes et autres UDF avec lesquels Mitterrand pourrait ainsi préparer la « cohabitation » pour l'après-législatives de 1986. Mais même là, force est de constater que Mitterrand reste plus que prudent. « Surprise » oblige, Mitterrand a été suffisamment imprécis pour pouvoir faire machine arrière si besoin était.

Chat échaudé craint l'eau froide...

P.L.

## Le cours du dollar secoué par la crise et la spéculation

Alors qu'en un mois le cours du dollar avait largement dépassé les 10 F et augmenté de 9 %, brusquement, le mercredi 27 février, son cours chutait de 4 %.

Les « spécialistes » financiers, les journaux n'ont pas manqué de fournir des explications à cela. Il y a eu évidemment l'intervention des banques centrales européennes et japonaise qui ont sorti pas moins d'un milliard de dollars en un jour pour tenter de freiner une hausse qu'elles commençaient à trouver inquiétante. Il faut tout de même remarquer qu'en janvier, les mêmes banques centrales avaient déjà dépensé — en plusieurs fois il est vrai — environ un milliard de dollars, mais sans que cela freine la hausse, au contraire puisque le dollar était passé dans le même temps de 9,50 F à 10,50 F.

En fait, cette fois, il semble que certaines déclarations de responsables américains eux-mêmes aient contribué à casser — pour combien de temps ? — la flambée de fièvre sur le dollar. Ainsi, il aura fallu qu'un responsable du commerce des Etats-Unis évoque la baisse des commandes civiles aux USA, la perspective d'un ralentissement des affaires due, selon lui, à la surchauffe des cours du dollar et, plus encore, que le responsable de la Réserve Fédérale, Volcker, manifeste devant le Congrès américain quelque inquiétude quant au déficit budgétaire américain et aux conséquences qu'aurait une nouvelle hausse des taux d'intérêts aux Etats-Unis, pour que, le lendemain, dans le monde entier les bourses soient secouées

par une chute brutale des cours du dollar.

Et les mêmes financiers qui appelaient de leurs vœux — enfin, certains d'entre eux — un arrêt de l'ascension du dollar, de proclamer que cette chute devait être maîtrisée car elle pourrait être dangereuse si elle devait continuer, personne ne se hasardant d'ailleurs à pronostiquer une continuation de la baisse ou une reprise de la course à la hausse.

Cette incapacité des responsables financiers mondiaux à maîtriser leur propre système, ou même à en prévoir l'évolution, en dit long sur la profondeur de la crise qui secoue actuellement le monde capitaliste et sur l'aberration d'un système où, en un seul jour, des milliards de dollars peuvent être dilapidés et jetés en pâture à la spéculation sans que cela s'accompagne de la création de la moindre richesse.

Jeudi 21 février, alors que l'on était en pleine flambée des cours du dollar, Reagan avait vertement rabroué les dirigeants occidentaux qui réclamaient des mesures visant à stabiliser les cours du « billet vert », expliquant qu'il n'y pouvait rien et que la force du dollar ne tenait qu'à une chose : la faiblesse des économies européennes. D'une certaine façon, cette sortie de Reagan montre bien quel est actuellement le problème. En effet, les capitalistes du monde entier se trouvent aujourd'hui dans la situation de ne plus investir alors que le marché a tendance à se rétrécir, tout en cherchant dans des « placements » rentables, c'est-à-

dire dans la spéculation, les profits qu'ils ne trouvent plus dans la production. Or, dans un monde secoué par la crise, les bourgeois de toute la planète estiment, non sans raison, que là où le système a encore le plus d'avenir pour eux, c'est aux Etats-Unis. Et ils n'ont de cesse de transférer leurs capitaux privés, mais aussi ceux de leurs sociétés, en Amérique même.

Là, le déficit croissant d'un budget américain ayant à financer par l'emprunt des dépenses d'armement colossales ouvre des perspectives alléchantes à ces capitaux venus du monde entier.

Contrairement à ce que prétendent les tenants du « libéralisme » reaganien, la force du dollar ne repose pas sur une réelle croissance de la production, ni sur une « reprise » qui a fait long feu. Non, la force du dollar — au-delà des soubresauts boursiers mondiaux qui l'agitent — repose essentiellement sur la croissance de la spéculation mondiale et sur un développement encore jamais vu à l'échelle du globe du parasitisme d'un système où les capitaux ne servent plus qu'à l'enrichissement exclusif de leurs détenteurs.

Et, plus que les mouvements en un sens ou dans l'autre des cours du dollar — mouvements qui peuvent certes perturber encore un peu plus un système en crise —, c'est bien ce parasitisme généralisé et son développement qui font peser une menace formidable sur les peuples du monde entier.

Pierre LAFFITTE

## Salauds d'hier et d'aujourd'hui

**L**ES soldats de la FINUL (la force multinationale qui se trouve au Liban), et essentiellement le contingent français, n'ont pas l'heur de plaire au ministre israélien de la Défense, Itzhak Rabin, qui a traité les soldats français de « pires salauds » (la traduction littérale serait « charognes »).

Qu'ont donc fait les soldats français pour s'attirer ces injures ? On n'avait pourtant pas beaucoup entendu parler d'eux depuis 1978, date à laquelle ils sont arrivés au Liban. Ils avaient plutôt un rôle de paravent, pour donner aux grandes puissances l'occasion de dire qu'elles se préoccupent du sort du Liban. Sans moyens, ayant consigne de ne pas intervenir, cette FINUL était plutôt dérisoire, face aux blindés israéliens.

Le contingent français est le plus nombreux dans la FINUL (1 375 hommes sur un total de 5 000) ; en outre, il se trouve posté à l'est de la ville de Tyr, dans la région où les attentats anti-israéliens sont les plus fréquents, et là où s'abat la répression israélienne sur la population libanaise. A plus d'une reprise, des Chiites fuyant les rafles israéliennes ont cherché refuge dans les postes du contingent français. Dernièrement également, des soldats français et israéliens en sont venus à échanger des coups, les Français

s'opposant à la destruction d'une maison par les Israéliens.

Pour que les méthodes de l'armée israélienne suscitent manifestement une certaine réprobation parmi les troupes françaises, il faut croire qu'elles sont barbares. Car les militaires français, les spécimens actuels des Massu, Le Pen ou Bigeard, ne sont pas des enfants de chœur.

Mais il s'est trouvé des soldats français pour s'interposer face à l'armée israélienne. Cela suffit évidemment pour mettre en rage le ministre de la Défense israélien qui ne supporte pas la moindre contestation de sa politique répressive.

Alors, dans cette histoire, les soldats français auraient plutôt la part belle. Une fois n'est pas coutume de la part de cette armée qui a servi pour tant de guerres coloniales, perdues au bout du compte, mais menées contre les populations, avec les mêmes méthodes qu'emploie l'armée israélienne aujourd'hui.

L'armée française au Liban n'est pas directement impliquée dans la guerre, ses soldats ne sont que spectateurs. Quelquefois, ils font remarquer qu'ils existent. C'est cela qui gêne l'armée israélienne : quand on mène une telle guerre, on n'aime pas beaucoup les spectateurs !



## L'armée israélienne mène une sale guerre contre la population

Devant l'accroissement des attentats menés contre elle au Sud-Liban (58 opérations dans la seule semaine du 16 au 22 février), l'armée israélienne se livre à une répression féroce contre les populations, essentiellement chiites, accusées de sympathiser et d'aider la résistance armée à Israël. La répression a déjà fait quinze morts, une cinquantaine de blessés par balles, des centaines d'arrestations, des centaines de personnes condamnées à l'exode.

Les méthodes de l'armée israélienne sont des plus expéditives : des unités blindées investissent les villages, déclenchent un tir nourri d'armes automatiques pour empêcher tout attroupement et toute résistance. Des hélicoptères survolent les localités investies et mitraillent quiconque fait mine de vouloir prendre la fuite. Les maisons et boutiques censées abriter des suspects sont dynamitées et rasées au bulldozer. Une trentaine de maisons ont déjà été détruites.

Des tracts envoyés d'avion ont fait connaître à

la population les ordres de l'armée israélienne : « couvre-feu total du crépuscule à l'aube, interdiction de circuler à pied ou en véhicule hors des villes et villages lors du couvre-feu, interdiction de circuler à moto jour et nuit, interdiction de voyager seul à bord d'une voiture (pour empêcher les opérations-suicide), toute voiture stationnée au bord de la route sera dynamitée ». Et le tract se terminait par : « Quiconque enfreindra ces dispositions risquera sa vie ».

Le ministre de la Défense israélien, Yitzhak Rabin, s'est vanté, devant la commission des Affaires étrangères du Parlement israélien, de l'efficacité de la répression qui, en une semaine, a permis de tuer « 15 terroristes ». Et il s'en est pris au contingent des Nations unies au Liban, qu'il a accusé de « gêner l'action d'Israël contre le terrorisme chiite », avec une mention spéciale pour les soldats français qu'il a traités de « pires salauds », car ils se seraient interposés lors du ratissage effectué par l'armée israélienne.

Cette attitude de l'armée



Une habitante Chiite de Zrariyeh, au sud-Liban, se lamente devant sa maison détruite dans la zone que les Israéliens viennent d'évacuer (Ph. AFP).

israélienne, digne de celle de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, contribue à renforcer la résistance à l'occupant et attise la haine des populations victimes de la répression. Nul doute qu'elle n'aboutisse à dresser irré-

médiatement contre Israël la population libanaise.

Et Israël peut se préparer à affronter, même quand il se sera complètement retiré du Liban, des opérations de représailles de la part de ceux qui subissent

aujourd'hui ces ratissages. En prétendant assurer sa sécurité, l'Etat d'Israël ne fait que donner des raisons supplémentaires à ces populations de se battre contre lui.

Laurence VINON

## Pologne

### Le pouvoir recule

Les hausses de prix prévues pour le mois prochain ont été annulées à la dernière minute par le gouvernement. Elles concernaient les produits de première nécessité : 40 % sur les produits à base de farine, 20 % sur les produits laitiers, 80 % sur les graisses animales, 50 % sur le sucre.

On imagine quel serait l'effet de telles hausses quand on sait qu'en Pologne, selon les chiffres fournis par Solidarité, les revenus officiels de la population auraient déjà baissé de 30 % l'année dernière, et que 32 % des membres de familles d'employés, 45 % des retraités vivent en dessous de ce qui est appelé le « seuil critique » des bas revenus. Le rationnement touche la plupart des produits alimentaires : 2,5 kilos par mois par personne en ce qui concerne la viande et la charcuterie, 1 kilo par mois par personne pour le sucre et le beurre. La consommation annuelle par personne a diminué ces dernières années dans le pays. Par exemple, la consommation de viande est passée de 65 kilos par personne en 1978 à 36 kilos en 1983. En France, elle est de 112 kilos. Il en est de même pour la plupart des produits alimentaires de première nécessité.

Mais la Pologne se débat au milieu de problèmes inextricables, encore aggravés par la crise. Et, comme dans tous les pays pauvres, pour y faire face, le gouvernement essaie de pressurer encore un peu plus la population. La Pologne, qui souhaite adhérer au FMI, sait aussi quelles sont les conditions de cet organisme, qui exige, avant de prêter de l'argent, que les gouvernements arrêtent leurs subventions aux produits de première nécessité, ce qui entraîne une brutale augmentation des prix. Ce fut le cas en Tunisie et au Maroc l'an dernier, c'est le cas aussi dans de nombreux pays d'Amérique latine.

La direction clandestine de Solidarité avait appelé à une grève nationale de protestation contre ces augmentations pour le 28 février à midi, pendant un quart d'heure. Le gouvernement avait, comme à son habitude, essayé d'intimider les dirigeants de Solidarité : il avait fait interroger longuement Walesa, arrêté trois des dirigeants du syndicat clandestin, Bogdan Lis, Wladyslaw Frasyuniuk et Adam Michnik, et les avait inculpés pour activité au sein d'une organisation illégale. Par ail-

leurs, Andrzej Gwiazda, un autre dirigeant de Solidarité, avait été condamné à cinq ans de détention pour avoir refusé de présenter ses papiers.

Puis soudainement, lundi 25 février, le gouvernement revenait sur sa décision, ou du moins décidait que les hausses seraient étalées dans le temps. Il annonçait également l'augmentation de la retraite minimum et un allègement des mesures de rationnement qui frappent encore de nombreux produits de première nécessité. Les syndicats officiels eux-mêmes, dont on ne sait pas qui ils regroupent et qui ils influencent, ne s'étaient pas déclarés chauds partisans des mesures gouvernementales.

Dès le recul du pouvoir, Walesa annonçait l'annulation du mot d'ordre de grève pour le 28.

Manifestement, plus de trois ans après l'installation de sa dictature contre la classe ouvrière, le régime n'est pas encore assez sûr de lui et craint toujours les réactions de la population polonaise qui, malgré l'état de guerre, malgré la répression, en impose au pouvoir.

Laurence VINON

## Pakistan

### Des élections, mais toujours la dictature

Des élections viennent d'avoir lieu au Pakistan. Quand le général-président Zia Ul Haq a pris le pouvoir en 1979 et exécuté l'ancien président Ali Bhutto, il avait promis des élections dans les 90 jours. Il s'est simplement trompé d'unité, puisque c'est 90 mois qu'il a fallu attendre. Rien d'étonnant, de la part d'un général qui avait éliminé de façon aussi démocratique son principal concurrent !

Le général Zia se félicite aujourd'hui de ce que 40 % des électeurs se soient déplacés. Il y voit l'échec des consignes d'abstention des opposants. Tout est relatif, évidemment ! Et il voit aussi, dans le fait que six généraux-ministres qui se présentaient (sur onze) ont été battus, la preuve que les élections ont bien été libres.

Mais de là à conclure que le Pakistan est un pays démocratique, il y a loin.

Le Pakistan est un pays pauvre, très pauvre, où 70 % de la population est analphabète. Et ce qui se cache — à peine — derrière la « démocratie », voire les « élections », c'est le visage de la dictature.

Au Pakistan, comme par hasard, c'est un militaire qui a organisé les élections. Ainsi que le rapporte le journal *Le Monde* des 24-25 février, « la plupart des politiciens de l'opposition et au moins 1 500 de leurs militants ont été arrêtés ou placés en résidence surveillée ». « Aucun candidat ne peut se prévaloir d'une étiquette politique. Les meetings ont été interdits, ainsi que les processions. L'usage des porte-voix a été permis in extremis, après que les candidats gouvernementaux, devenus aphones, eurent menacé de se retirer de la course ».

On apprendrait après coup que les six généraux-ministres qui viennent d'être recalés étaient justement ceux dont le président Zia voulait se débarrasser, qu'on ne serait pas étonné.

Alors, ces élections vont certainement permettre aux dirigeants occidentaux du monde dit « libre » de présenter hypocritement le Pakistan comme un pays démocratique, ou presque. Mais cela ne changera rien à la dictature féroce que subissent les masses pakistanaïses.

Claude CHARVET



## Dans l'automobile

# Des records de profits pour les patrons des records de cadences et de sacrifices pour les travailleurs

Les trois grandes compagnies automobiles ont annoncé une pulvérisation des records de profits en 1984. General Motors, Ford et Chrysler ont réalisé un total de 9,79 milliards de dollars. Cela représente une augmentation de 59 % des profits par rapport à 1983, année où les bénéfices avaient déjà battu les records. En 1984 ces profits représentent environ le double de tout l'argent perdu par les constructeurs en 1980 et 1981.

Les patrons de l'automobile proclament que l'une des raisons de tels bénéfices tient à l'augmentation des ventes de voitures. Mais cette explication ne tient pas debout. Oui, il est exact que les ventes automobiles ont quelque peu

augmenté. Mais l'augmentation des profits est sans commune mesure avec celle des ventes. En 1984, les ventes de General Motors ont progressé de 6 %, mais ses profits de 20 %. Les ventes de Ford, elles, de 13 % et ses bénéfices de 55 %. Chez Chrysler, les ventes ont augmenté de 36 %, mais les profits ont progressé de façon incroyable : + 239 % ! Pour tous les constructeurs, les ventes de véhicules restent encore en dessous de leur niveau de 1979, mais les profits ont pratiquement triplé par rapport à cette année-là. En clair, cela signifie que cet accroissement des profits représente bien plus qu'une croissance des ventes. Cela tient à autre chose.

Et les patrons de l'automobile montrent bien ce qu'est cet « autre chose » quand ils expliquent que l'augmentation des profits est due à des « réductions de coûts et à une augmentation de la productivité ». Ce qu'ils entendent par là, c'est que ces profits exceptionnels ont été obtenus par des baisses de salaire et des cadences accrues imposées aux travailleurs.

Cette « productivité accrue » signifie que les ouvriers de Ford ont dû supporter une augmentation des cadences de 35 % depuis 1980. Chez Chrysler, le nombre des véhicules produits par chaque ouvrier a doublé depuis 1979.

Les « réductions de coûts » dont parlent les

patrons, ce sont des réductions de salaires. Chaque travailleur de General Motors et de Ford a perdu environ 5 000 dollars en termes de contrats salariaux pour 1982, et ces pertes ont continué avec les contrats 1984, sans compter ce qui a encore été pris sur les salaires ouvriers. Depuis 1979, les ouvriers de Chrysler ont perdu environ 16 000 dollars de plus que les ouvriers de Ford et de General Motors.

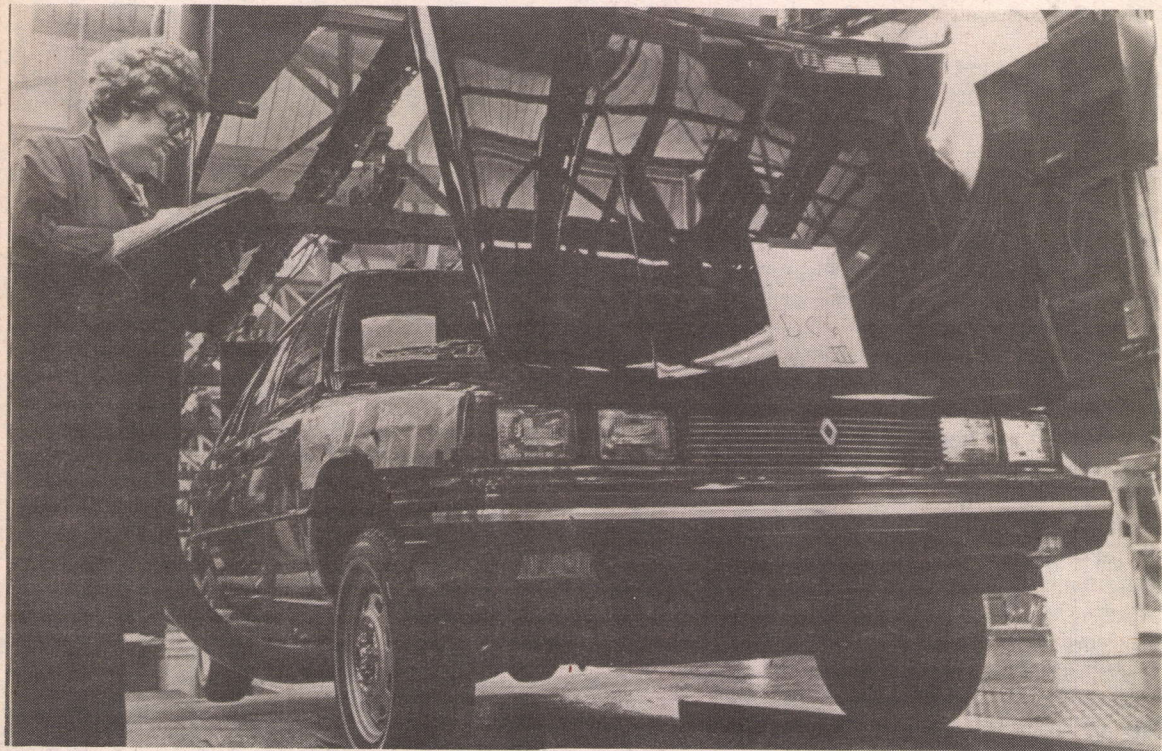
Autres « réductions de coûts » dont parlent les patrons : les réductions d'emplois. Par rapport à 1978, il y a aujourd'hui environ 200 000 travailleurs en moins dans l'automobile. Les patrons ont recouru à l'augmentation des cadences et aux heures supplémentaires systématiques pour augmenter la production.

Cadences, licenciements, baisses des salaires : c'est ainsi que les patrons obtiennent des profits records. Chaque sou de profit a été payé par la sueur et le sang des travailleurs, par des pertes d'emplois, par un abaissement de leur niveau de vie.

Si on laisse faire les patrons de l'automobile, le prix à payer par les travailleurs dans l'avenir sera encore plus lourd. En annonçant leurs bénéfices, les dirigeants de toutes les firmes automobiles ont déclaré qu'il leur faudrait encore faire plus de profits dans l'avenir. Après deux années de profits exceptionnels, le président de Ford, Donald Petersen, a déclaré qu'« une ou deux bonnes années pour les profits » ce n'était pas assez.

Le message des patrons est clair : ils prévoient la poursuite des augmentations de cadences, des licenciements, des réductions de salaires. Or si les ouvriers ont dû accepter de payer le prix fort pour ces profits patronaux, c'est justement parce que les travailleurs n'ont pas encore décidé de résister à l'offensive patronale dans l'automobile. Les travailleurs de l'automobile vont continuer à payer, à payer, à payer... jusqu'à ce qu'ils décident qu'il en soit différemment.

Extrait du numéro du 18 février de *Spark*, bimensuel trotskyste américain.



Contrôle dans une chaîne d'automobiles aux USA (Ph. AFP).

## La croisade de Reagan contre les sandinistes continue

Reagan a, dans une conférence de presse, annoncé que son but au Nicaragua était d'évincer purement et simplement les sandinistes du pouvoir. Pour l'instant, il ne semble pas qu'il envisage une invasion du pays par les troupes américaines. Pour la Grenade, qui n'a que 100 000 habitants, il avait fallu plus de 10 000 soldats US. Pour le Nicaragua, il en faudrait dix fois plus, et cela ressemblerait fort à un engagement comme en Corée ou au Vietnam, d'autant qu'il y a en même temps le problème de la guérilla au Salvador.

Ce que veut plus proba-

blement Reagan, dans l'immédiat, c'est convaincre un Sénat réticent qu'il doit voter le mois prochain les 14 millions de dollars de crédits destinés à aider les « contras » qui essayent sans succès, depuis quelques années, de renverser le régime de Managua. Depuis le mois d'octobre, l'aide aux rebelles est gelée, à cause précisément du Sénat qui semble se demander si c'est de l'argent dépensé en pure perte.

Et en effet la mobilisation quasi permanente qui existe à Managua, et qui témoigne d'un certain sou-

tien populaire au régime sandiniste, conforté par les élections de novembre dernier, a plutôt entraîné une baisse de moral dans le camp adverse. C'est ainsi que la « Coordination démocratique nicaraguayenne » vient de demander une trêve et l'ouverture d'un dialogue aux autorités de Managua. Mais c'est peut-être cela qui rend Reagan nerveux et va-t-en-guerre. Une nervosité qui pourrait bien un jour entraîner les Etats-Unis dans une nouvelle aventure militaire, si décidément ses amis « contras » se révèlent impuissants contre le régime sandiniste.

## « 20 millions d'Américains souffrent de la faim »

C'est ce que révèle un rapport médical publié par un groupe d'étude dirigé par un professeur de l'université de Harvard, M. Larry Brown. Ce document, dont fait état le journal *L'Humanité* du 27/2, est intitulé « La faim aux Etats-Unis : une épidémie grandissante ». Il souligne l'accroissement de la fréquentation des soupes populaires, la poussée de la mortalité infantile et l'étendue de la malnutrition chez les personnes âgées, les bébés et les chômeurs. « Le manque de nourriture n'est pas la cause de la faim en Amérique, indique ce rapport. La faim est un effet de la récession, combinée aux réductions gouvernementales des programmes d'aide aux pauvres ». « Le phénomène a pris la proportion d'une véritable épidémie

à travers le pays. Personne ne sait avec précision combien d'Américains exactement souffrent de la faim. Mais, selon les informations disponibles, 20 millions de citoyens pourraient avoir faim », sinon en permanence, « du moins régulièrement à certaines périodes de chaque mois », ajoute le texte.

Les USA sont pourtant le premier producteur et exportateur de nourriture du monde. C'est le pays le plus riche et le plus puissant. Mais ceux qui sont riches et puissants, ce sont les capitalistes américains. Eux et le gouvernement ont assez d'argent pour fabriquer des monceaux d'armements, mais pas pour nourrir décemment tous les habitants de leur propre pays.

Claude CHARVET



# La campagne des é

Le 10 mars, auront lieu dans la moitié des cantons du pays les élections pour le renouvellement des conseillers généraux. Mais l'enjeu réel de ces élections n'est pas — ou fort peu — leur enjeu officiel. Pour les états-majors des grands partis, ce scrutin sera un premier sondage préparatoire aux élections législatives de 1986.

Les partis de droite espèrent bien que l'impopularité de la politique d'austérité menée depuis bientôt quatre ans, mais qui n'est en réalité que la continuation de celle du gouvernement de droite précédent, va lui ramener des électeurs à la mémoire courte. Et ils comptent que ce coup d'essai des cantonales de 1985 préfigurera le succès dont ils rêvent pour 1986.

Le Parti Socialiste, lui, en brandissant l'épouvantail du danger d'un retour de la droite et d'une coalition de celle-ci avec l'extrême-droite, tente de remobiliser son électorat déçu par la politique suivie depuis 1981.

Quant au Parti Communiste, s'il dénonce enfin aujourd'hui franche-

ment la politique du gouvernement socialiste comme une politique au service des patrons, il ne faut pas oublier qu'il a lui aussi trahi les intérêts de ses électeurs et désorienté ses militants en soutenant cette même politique pendant trois ans. En y participant, au gouvernement.

Alors, si Lutte Ouvrière présente à ces élections du 10 mars des candidats dans quelques cantons, c'est pour permettre, au moins dans ces cantons-là, aux électeurs de gauche de voter pour la critique sans compromis de la politique suivie au nom de la gauche, mais en fait au service du patronat ; pour le recours des travailleurs à leurs seuls moyens de se faire entendre, la lutte, la grève, les manifestations.

Et nous appelons les électeurs des cantons où la Ligue Communiste Révolutionnaire soutient des candidats à voter également pour ceux-ci.

Partout ailleurs, nous disons aux travailleurs qu'ils peuvent s'abstenir ou voter blanc sans remords. Ce ne sera peut-être pas un vote clair, mais c'est le seul choix qui leur est laissé, s'ils ne veulent pas d'une façon ou d'une autre approuver de fait une politique anti-ouvrière.

## Profession de foi des candidats de Lutte Ouvrière

Travailleuses, travailleurs,

Je me présente à ces élections parce que je suis convaincu que les travailleurs ont leur mot à dire en politique et qu'ils ne doivent pas laisser sans protester les grands partis de droite ou de gauche parler et agir en notre nom comme ils le font depuis des années.

Je suis comme vous un simple travailleur.

J'appartiens à Lutte Ouvrière, l'organisation d'Arlette LAGUILLER, et je pense que les travailleurs doivent faire de la politique eux-mêmes, tous les jours, sans s'en remettre à d'autres.

Tous les deux, trois ou cinq ans, les élections servent à nous faire croire que nous pouvons changer notre sort avec notre bulletin de vote. Les élections peuvent tout au plus servir à nous exprimer, à dire ce que nous avons sur le cœur. Leur résultat ne changera rien à la situation, car ce n'est pas dans des élections, ni celles-ci, ni d'autres, que sont désignés ceux qui possèdent les usines, les banques, les capitaux, c'est-à-dire ceux qui dirigent vraiment l'économie, ceux qui sont donc responsables de la crise, du chômage et de la baisse du niveau de vie des classes populaires.

Ceux-là, c'est par d'autres moyens que nous mettrons le nez dans leurs affaires.

Le conseiller général que l'on nous demande d'élire n'a pratiquement aucun pouvoir. Alors, peu importe pour nous qui sera élu. Ce n'est pas cela qui est le plus important, et d'ailleurs ce n'est pas le véritable enjeu de ces élections.

Si les grands partis de la droite et de la gauche vous demandent de voter pour leurs candidats, c'est pour autre chose. C'est pour vous faire dire que vous approuvez leur politique ou que vous souhaitez les voir rester ou revenir au pouvoir.

Voter pour le candidat du Parti Socialiste, ce serait en même temps approuver toute la politique du gouvernement depuis quatre ans. Ce serait approuver la politique qui a consisté, en tournant le dos à toutes les promesses de la gauche, à faire payer la crise aux travailleurs en laissant le chômage s'aggraver, en appauvrissant les classes populaires.

Voter pour le candidat du Parti Communiste, est-ce que ce serait approuver le fait que le Parti Communiste ait participé au gouvernement pendant trois ans et y ait mené la même politique ? Ou est-ce que ce serait approuver le fait que le Parti Communiste ait quitté le gouvernement aujourd'hui ? Et ce serait approuver quelle politique pour l'avenir ?

Voter pour les candidats de droite ce serait approuver des partis qui, pendant vingt ans, nous ont opprimés et exploités, qui ont commencé tout ce que le gouvernement actuel a continué : des chômeurs par millions et la vie de plus en plus chère et difficile pour les petites gens. Ce serait cautionner des gens qui, aujourd'hui, cyniquement, nous disent que s'ils revenaient au pouvoir il faudra encore supporter d'autres sacrifices.

Voter pour le candidat d'extrême-droite, du Front National, ce serait voter en fait pour les mêmes que pour la droite. Car, au-delà de sa démagogie contre les immigrés, Le Pen n'est rien d'autre qu'un compère des Chirac, Barre et Giscard, à qui il demande d'ailleurs une alliance électorale. Sa politique est la même que la leur, tout entière au service des possédants.

Tous ces partis nous demandent nos suffrages pour pouvoir dire « Vous l'avez voulu ! » et s'en servir d'une manière ou d'une autre contre nous.

Alors, ne soyons pas dupes.

La force des travailleurs n'est pas dans les bulletins de vote. Puisque toute la société repose sur notre travail, dépend de lui, nous pouvons défendre nos intérêts autrement que par les élections.

Mais profitons au moins de ces élections pour leur dire à tous que nous les avons jugés pour ce qu'ils valent : pas mieux les uns que les autres, à gauche comme à droite.

J'appartiens à la fraction des travailleurs qui n'ont pas baissé les bras.

En votant sur mon nom, vous direz qu'il existe un courant de travailleurs qui ne sont ni démolis par la gauche, ni prêts à se jeter dans les bras de la droite ou de l'extrême-droite, qui savent bien où sont leurs droits et leurs intérêts et qui ont bien l'intention de les faire respecter.

N'en doutons pas, c'est l'existence d'un tel courant, même minoritaire parmi les travailleurs, qui peut faire peur à tous ces politiciens qui se moquent de nous.

Le 10 mars,  
vous qui êtes mécontents de la politique du gouvernement,  
dites-le sans favoriser la droite,

VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

## Les candidats Lutte Ouvrière

Lutte Ouvrière soutient les candidatures suivantes :

- Jean-Marie CLOREC, ouvrier aux Chantiers du Nord et de la Méditerranée, dans le canton de La Ciotat (Bouches-du-Rhône) ;
- Sylvie CERVEAU, employée à la Sécurité sociale, dans le canton de Vierzon I (Cher) ;
- Régis MAYET, dessinateur PTT, dans le canton de Dijon IV (Côte-d'Or) ;
- Anne-Marie LAFLORENTIE, employée de bureau, dans le canton de Toulouse XII (Haute-Garonne) ;
- Guy LAFON, agent hospitalier, dans le canton de Pessac I (Gironde) ;
- André MOULIN, ouvrier perceur, dans le canton de Saint-Chamond Sud (Loire) ;
- Marie-France BELIN, employée, dans le canton de Saint-Nazaire Est (Loire-Atlantique) ;
- Nicole BAUDRIN, sage-femme au CHR de Lille, dans le canton de Lille Sud-Est (Nord) ;
- Georges MESTRES, ouvrier professionnel, dans le canton de Lyon XII (Rhône) ;
- Gisèle LAPEYRE, laborantine à l'hôpital Charles-Nicolle, dans le canton de Rouen V (Seine-Maritime) ;
- Gérard BELOT, ouvrier professionnel, dans le canton de Belfort Ouest (Territoire-de-Belfort) ;
- Michel BRETON, technicien, dans le canton de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ;
- Roland SZPIRKO, ouvrier métallurgiste, dans le canton d'Aubervilliers Est (Seine-Saint-Denis) ;
- Michel JOUANNIN, dessinateur industriel, dans le canton de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) ;
- Gilbert FONTANET, ouvrier métallurgiste, dans le canton de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) ;
- Patrice CRUNIL, ouvrier fraiseur, dans le canton d'Argenteuil Nord (Val-d'Oise) ;
- Claude DUFOUR, ouvrier électricien, dans le canton de Clermont-Ferrand Sud-Est (Puy-de-Dôme) ;

## Les candidats Ligue Communiste Révolutionnaire

La Ligue Communiste Révolutionnaire soutient les candidatures suivantes :

- Marie-Madeleine MILLAUD, employée à l'ANPE, dans le canton de Saint-Denis Nord-Ouest (Seine-Saint-Denis) ;
- Joseph MONTIER, conseiller de gestion en agriculture, dans le canton d'Alençon III (Orne) ;
- Jean-Yves LALANNE, ouvrier à la Snea-P, dans le canton de Lagor, à Lacq (Pyrénées-Atlantiques) ;
- Alain REMOIVILLE, ouvrier à la COFAZ, conseiller municipal à Cénon, dans le canton de Cénon - Bordeaux (Gironde) ;
- Jean-Paul VALETTE, enseignant, dans le canton de Sarlat (Dordogne) ;
- Ignace GARRY, employé à Pont-à-Mousson, dans le canton de Fumel (Lot-et-Garonne) ;
- Jean-Yves LE GOFF, employé, dans le canton de Nantes XI (Loire-Atlantique) ;
- André GARÇON, employé PTT, dans le canton de Quimper III (Finistère) ;
- Christophe INIZAN, instituteur, dans le canton de Brest II (Finistère) ;
- Yves JUIN, employé communal, dans le canton de Rennes Sud-Est (Ille-et-Vilaine) ;
- Philippe LEGRAND, employé PTT, dans le canton d'Hellemmes-Lille (Nord) ;
- Francis DEHAUT, enseignant, dans le canton de Troyes VII (Aube) ;
- Jean-François LEICK, sidérurgiste à Unimétal, dans le canton d'Herseange-Longwy (Meurthe-et-Moselle) ;
- Francine MAS, employée SNCF, dans le canton de Dreux Sud (Eure-et-Loire) ;
- Gilles HOUDOUIN, ouvrier à la COFAZ, dans le canton du Havre IV (Seine-Maritime) ;
- Eric DEFRAUOULD, enseignant, à Gérardmer (Vosges) ;
- Louis ISNARDON, employé PTT, à Bar-le-Duc (Aube) ;
- Yves VANDRANE, employé PTT, à Marseille XIV (Bouches-du-Rhône) ;
- Guy REY, ouvrier métallurgiste, à Sedan (Ardennes) ;
- Raymond VACHERON, ouvrier dans le textile, à Saugues, près du Puy (Haute-Loire) ;



# lections cantonales

## Quand le PS compte sur la droite pour isoler Le Pen...

« Nous voulons isoler et réduire le phénomène extrémiste du Front National, et tous les partis du versant conservateur et du versant de gauche de la République devraient s'entendre à cet égard. (...) Il est tout à fait possible d'isoler le phénomène Le Pen sans pousser à l'alliance entre la droite et l'extrême-droite ». Cette déclaration du premier secrétaire du PS, Lionel Jospin, lors du Club de la Presse sur Europe 1, dimanche 24 février, résume assez bien la position de la gauche gouvernementale quant à ce qu'elle appelle le « phénomène Le Pen ».

Dans le premier temps, le PS explique, comme le dit Jospin, que Le Pen est « le fils de Chirac, de Barre et de Giscard

d'Estaing ». Cela permet d'une part de passer sous silence la responsabilité de la politique menée par la gauche depuis 1981 dans le renforcement d'un courant d'extrême-droite qui se nourrit, bien sûr, des préjugés racistes et réactionnaires d'une partie de la population, mais au moins autant du discrédit des idées de gauche que prétend incarner le gouvernement. Cela permet aussi aux politiciens de la majorité gouvernementale de battre le rappel d'une partie de leur électoral perdu, en montrant du doigt une droite qu'ils accusent de s'allier ici ou là avec le Front National de Le Pen.

Mais quand on entend ensuite Jospin s'adresser aux « partis du versant conservateur », en leur demandant,

« d'isoler le phénomène Le Pen », on serait tenté de trouver cela risible, s'il ne s'agissait pas du renforcement d'un courant d'extrême-droite. Car c'est justement parce que la droite a constaté ce renforcement du courant Le Pen — en grande partie d'ailleurs auprès de son propre électoral — que cette même droite est tentée de passer des accords électoraux avec des candidats du Front National. Si, demain ou après-demain, un courant d'extrême-droite devait prendre de l'ampleur, rien ne dit que ce serait obligatoirement sous la houlette de Le Pen. Par contre, il est certain que ce courant attirerait à lui bien de ces politiciens du « versant conservateur », dans lesquels Jospin fait semblant de placer ses espoirs pour isoler Le Pen. Et il est non moins certain que ce sont les ou des partis de la droite classique qui porteraient l'extrême-droite au pouvoir et la dictature sur les fonts baptismaux, comme ce fut le cas avec Mussolini ou Hitler... si la situation l'exigeait du point de vue des intérêts bourgeois.

Elle est dérisoire, la campagne d'un Jospin ou d'un Jean Poperen, ce numéro 2 du PS qui feint de trouver de « l'importance » aux déclarations de quelques politiciens de droite qui, tel Méhaignerie du CDS, voient actuellement — mais pour combien de temps ? — en Le Pen plus un « adversaire » qu'un « concurrent ». Cette campagne est d'autant plus dérisoire qu'en présentant Le Pen comme l'homme à isoler elle peut renforcer sa popularité, sans envisager d'autres



Jospin lors du Club de la Presse d'Europe 1, tentant de convaincre la droite qu'elle doit isoler Le Pen (Ph. AFP).

moyens d'y faire obstacle que de compter sur la bonne volonté des vieux routiers de la droite classique.

Pour faire échec à l'influence de Le Pen, expliquent Jospin ou Poperen, il s'agirait de faire honte à ceux qui, comme Chirac, Barre ou Giscard, s'allient au Front National ou peuvent être amenés à le faire. C'est au moins autant risible que lamentable ! En tout cas, cela n'impressionne guère les dirigeants de la droite, lesquels ne se gênent pas pour adresser au PS la réponse du berger à la bergère, en l'accusant à leur tour de faire le jeu de Le Pen pour diminuer leur propre poids électoral.

En fait, les dirigeants du PS ne cherchent par là qu'à rameuter une partie de leurs électeurs pour ne pas se faire trop étriller aux cantonales et surtout en 1986, lors des législatives. Il est même possible

que, derrière cette opération tendant officiellement à désolidariser de Le Pen une partie des politiciens de droite, se profilent quelques manœuvres préparant, pour après 1986, la « cohabitation » du PS et d'une partie de la droite. On peut en tout cas se poser la question, quand on sait que jeudi 21 février, lors d'une réunion publique à la FNAC, Poperen a déclaré qu'au deuxième tour des cantonales le PS ne renverrait pas dos à dos le Front National et les hommes politiques de droite qui se seraient démarqués de Le Pen, et qu'au contraire il pourrait se désister en leur faveur.

Une façon bien dans le style politicien du PS de préparer l'après-1986 et la « cohabitation » avec des vieux chevaux de retour de la droite qui, eux, pourtant, préféreront peut-être « cohabiter » avec Le Pen !

Pierre LAFFITTE

## Marchais : sans concession au 1<sup>er</sup> tour... pour mieux manœuvrer au second

Le PCF « n'accepte pas le chantage » de Jospin selon lequel, si le PC ne se désiste pas au 2<sup>ème</sup> tour des cantonales pour les candidats du PS qui seraient en tête de la gauche, « historiquement, cela lui coûtera très cher ». En tout cas, c'est ce qu'a affirmé Georges Marchais, lundi 25 février, en lançant la campagne de son parti sur France-Inter.

Face à des journalistes qui voulaient lui faire dire si le PCF se désisterait ou non au 2<sup>ème</sup> tour, Marchais a répété : « Ce qui compte pour nous, c'est le 1<sup>er</sup> tour (...). Au second tour on verra, le moment venu ». Et de fait, tous les jours, L'Humanité insiste sur ce thème. Le 26 février, elle titrait « Dès le 1<sup>er</sup> tour, votez communiste » expliquant que « c'est ainsi que les Français pourront exprimer leur refus de la droite, leur opposition à la poursuite de l'austérité, leur dégoût de la

politique politicienne ».

Rien que de très normal. Depuis neuf mois qu'ils ont quitté le gouvernement, Marchais et ses amis mènent toute leur politique avec un seul but : récupérer les électeurs perdus les années précédentes. Or ces électeurs ont été perdus au profit du PS. Ce n'est donc pas avant le 1<sup>er</sup> tour de ces cantonales qu'ils vont s'engager à faire voter pour d'autres, et en particulier pour le PS, au second tour.

Tout le problème est pour le PCF — et il le dit ouvertement — de se renforcer et, plus concrètement, de tenter de reconquérir une partie de son influence électorale perdue. Mais pour quoi faire ?

Si Marchais et les autres dirigeants du PCF annonçaient tout de go qu'ils n'ont pas d'autres perspectives que de recommencer, sous une forme ou sous une autre, ce qui est ressenti comme un échec par

nombre de ses militants, sympathisants et électeurs, il est peu probable, justement, qu'ils auraient la moindre chance de refaire une partie du terrain électoral perdu. Alors, ils préfèrent rester dans le vague, parler de ce qu'ils appellent « un rassemblement populaire à vocation majoritaire » dont personne — et pour cause — n'est capable de dire en quoi il serait différent de l'Union de la gauche et de son aboutissement gouvernemental. Et ils évitent, jusqu'au dernier moment, dans le cas concret des prochaines élections cantonales, de dire ce qu'ils feront au 2<sup>ème</sup> tour.

Oh, bien sûr, à France-Inter, Marchais a laissé pointer le bout de l'oreille en déclarant : « Nous ne renonçons pas à des accords avec d'autres forces politiques, et avec le PS en particulier. Mais cela dit, la primauté, c'est le mouvement populaire ». Alors, comment

cela se traduira-t-il dans les prochaines élections cantonales et plus encore législatives ? Il est bien difficile de le prévoir pour l'instant, car cela dépend essentiellement de l'appréciation que les dirigeants du PCF porteront sur les résultats électoraux de leur parti et du poids que ceux-ci leur donneront éventuellement dans une négociation avec « d'autres forces politiques, et avec le PS en particulier ».

Mais il serait bien faux de croire que le ton radical adopté par le PCF dans sa dénonciation actuelle de la politique de Mitterrand et du PS est forcément un obstacle à une future négociation avec ce même PS.

En tout cas, il existe au moins un précédent dans l'histoire récente des relations politiques tumultueuses des dirigeants du PS et du PCF : celui des élections législatives de 1978. Pendant plusieurs mois, puis pendant une campa-

gne électorale énergique, le PCF avait fait feu de tout bois contre Mitterrand et le PS, accusés de vouloir subventionner les trusts, de refuser d'augmenter suffisamment le SMIC ou les allocations chômage, etc. Cela avait duré jusqu'au 1<sup>er</sup> tour. Et puis, une fois connus les résultats et enregistré un léger regain électoral du PCF, les dirigeants de ce parti s'étaient empressés d'oublier les critiques de la veille pour conclure, entre les deux tours, ce qu'ils appelaient un « bon accord »... en se ralliant purement et simplement au programme de Mitterrand !

Alors la vraie question reste bien, pour les militants et les électeurs communistes, de savoir si les dirigeants du PCF ne sont pas prêts à troquer leur ton radical contre un ralliement à Mitterrand, pour peu que les élections leur redonnent à nouveau entre 15 et 20 % des suffrages.

P.L.



Il y a vingt ans

# Malcolm X était assassiné

Il y a vingt ans, le 21 février 1965, un de ceux qui symbolisaient à l'époque la révolte des Noirs américains, Malcolm X, était abattu alors qu'il prenait la parole à Harlem, à un meeting de l'Organisation de l'Unité Afro-Américaine, le mouvement qu'il avait créé depuis sa rupture avec les Musulmans Noirs. Les tueurs étaient-ils des hommes de main de son ancien maître à penser, Elijah Muhammad, le chef de file du mouvement des Musulmans Noirs, ou bien avaient-ils été armés par le FBI ? On ne l'a jamais su. Mais ce que l'on sait, c'est que Malcolm X était devenu pour beaucoup de gens, et pour le gouvernement américain en particulier, l'homme à abattre. Il avait échappé de justesse, coup sur coup, à plusieurs tentatives d'assassinats. Il avait été filé de façon quasi permanente par les services de police américains, y compris à l'étranger, tout au long du voyage qu'il avait effectué en Afrique. Et quelques jours avant son assassinat, alors qu'il était invité à Paris à faire une conférence devant l'Union des étudiants africains en France, il avait été refoulé par le gouvernement français.

## □ Un enfant du pays

Originaire du sud des USA, Malcolm avait à peine cinq ans lorsque son père, un pasteur baptiste, qui défendait la fierté d'être noir et était partisan du retour en Afrique, était assassiné par les hommes du Klu Klux Klan. Sa famille dut émigrer dans le nord et sombra dans la misère. A 13 ans, le futur Malcolm X fut mis en maison de correction. Il vécut ensuite, comme d'innombrables petits voyous des ghettos, de trafics divers, et surtout de celui de la drogue, à Harlem. En 1946, à l'âge de 21

ans, il était condamné à dix ans de prison. C'est là, dans les cachots de prisons américaines, qu'il rencontra des militants des Musulmans Noirs et fit avec eux sa première éducation politique.

Le mouvement des Musulmans Noirs, aux idées duquel il adhéra en 1948 et dont il devint un propagandiste parmi les autres prisonniers noirs, avait été créé au début des années trente aux Etats-Unis. Il prônait pour les Noirs américains le rejet de toutes

les religions des Blancs, pour adhérer à l'Islam, « religion vraiment africaine ». Et il revendiquait, au nom de la « Nation d'Islam », le droit pour les Noirs américains d'être maîtres d'une partie des USA. Après sa sortie de prison en 1952, Malcolm remplaça son nom de famille par la simple lettre X, symbole de son nom de famille africain d'origine inconnu, selon les consignes du mouvement des Musulmans Noirs, et devint ministre de la mosquée du mouvement à Harlem.

## □ Intégration ou séparatisme

Les années cinquante et le début des années soixante virent le développement du mouvement intégrationniste et non-violent pour l'égalité des droits, dont le pasteur Martin Luther King était alors le principal animateur. Ce mouvement, qui culmina par la manifestation monstre d'août 1963 à Washington, pour les droits civiques, contre la ségrégation dans les bus, les restaurants ou les lieux publics, pour le droit d'entrée des étudiants noirs dans toutes les universités, voire le droit pour les Noirs d'habiter où ils le voulaient, imposa une série de concessions formelles à la société américaine.

Pourtant, ces concessions ne signifiaient pas grand-chose pour le prolétariat noir, le sous-prolétariat des ghettos, celui qui allait plus tard ponctuer les années 1960-1970 d'émeutes dans les plus grandes villes américaines. Or c'est dans ces couches du prolétariat et surtout du sous-prolétariat noir que se développait le mouvement des Musulmans Noirs. Devenu rapidement le principal propagandiste et organisateur du mouvement, Malcolm X envoyait ses fidèles accrocher les passants aux coins des rues d'Harlem, des ghettos de Boston, de Philadelphie, d'Atlanta, à la porte des églises... Ils militaient pour

arracher les jeunes Noirs à la drogue, comme Malcolm s'en était lui-même arraché quelques années plus tôt, et pour les enrôler dans les « Fruits de l'Islam », les milices de défense du mouvement des Musulmans Noirs. Car Malcolm X condamnait les théories non-violentes d'un Martin Luther King : « Lorsque vous manifestez contre la ségrégation et qu'un homme a l'audace de lancer sur vous un chien policier, abattez ce chien... ». Et il préconisait de répondre par la violence à la violence raciste : « Si le gouvernement fédéral ne peut pas s'occuper du Klan, nous saurons nous en occuper nous-mêmes ».

## □ La Nation d'Islam

Pourtant, le mouvement des Musulmans Noirs ne dépassait pas (comme tout mouvement nationaliste) le cadre des revendications de la petite-bourgeoisie noire. La nation séparée pour les Noirs revendiquée par le mouvement était une nation capitaliste noire, qui réserverait enfin la clientèle noire aux commerçants noirs. Et les exemples vantés par la presse du mouvement étaient les petites entreprises ou les fermes possédées par des musulmans. C'est d'ailleurs le souci croissant de respectabilité de la « Nation d'Islam », au fur et à mesure que ses mosquées et les bou-

tiques de certains de ses fidèles prospéraient, qui explique en partie la rupture entre le chef spirituel de l'église musulmane américaine, Elijah Muhammad, et celui qui était devenu son chef politico-militaire, Malcolm X, et l'expulsion de ce dernier du mouvement en 1963.

Le prétexte même invoqué pour cette expulsion est caractéristique de l'évolution subie par le mouvement musulman noir, au fur et à mesure qu'il acquérait droit de cité. Malcolm X fut exclu pour avoir déclaré, après l'assassinat de Kennedy, que celui-ci l'avait bien cherché ; alors que la « Nation

d'Islam », elle, envoyait ses condoléances à la famille du président.

Peu de temps auparavant, Malcolm X avait demandé des comptes à la direction du mouvement sur son attitude face à la police de Los Angeles qui avait tué un militant musulman. Alors que tout le monde s'attendait à une riposte du mouvement des Musulmans Noirs et que des quatre coins du pays les militants accouraient pour épauler ceux de Los Angeles, Elijah Muhammad avait donné la consigne de ranger les armes et... vendre plus de journaux.



## □ L'influence du tiers-mondisme

Son exclusion de la « Nation d'Islam » précipita à nouveau l'évolution de Malcolm X. Le traditionnel pèlerinage à la Mecque que tout bon musulman doit faire un jour, suivi par d'autres voyages en Afrique au printemps puis à l'automne 1964, furent pour lui l'occasion de faire la connaissance des principaux leaders nationalistes arabes

et africains. Parti avec les idées étiquées du mouvement des Musulmans Noirs américains dont il venait d'être exclu, il retournait aux Etats-Unis défendre l'idée que la lutte des Noirs américains devait être liée à celle des peuples coloniaux, afficher ses sympathies pour Nasser et la Chine et condamner la guerre du Vietnam.

## □ De Malcolm X au Pouvoir Noir

Assassiné à ce point de son évolution politique, Malcolm X devint le maître à penser et la référence des leaders nationalistes noirs américains dont les mouvements émergèrent lors des révoltes des ghettos de la fin des années 1960 : Stokely Carmichael ou Rap Brown, dirigeants de mouvements anciennement intégrationnistes et non-violents étudiants (SNCC, Comité de coordination des étudiants non-violents, et CORE, Congrès pour l'égalité raciale, respectivement) devenus partisans de l'autodéfense des Noirs et leaders du mouvement du « Pouvoir Noir » ; ou Huey Newton, Bobby Seale et Eldridge Cleaver, fondateurs des Panthères Noires, ces milices armées de défense des ghettos noirs héritières des « patrouilles de défense » créées lors de l'insurrection du ghetto de Watts en 1965 et qui finirent décimées par la police, avant que leurs propres leaders ne se déchirent entre eux.

Le mouvement nationaliste noir n'alla pas au-delà de la revendication d'un « pouvoir noir », un appareil d'Etat à eux. Mais détruire le système d'exploitation capitaliste, dont le racisme dont les Noirs sont victimes n'est qu'une conséquence, demande une lutte révolutionnaire de toute la classe ouvrière. Bien sûr, cette lutte aurait pu partir de la couche la plus opprimée et la plus révoltée du prolétariat, qui était, dans l'Amérique des années 1960-1970, le prolétariat noir, à condition de viser à entraîner tous les opprimés d'Amérique et du monde dans

son combat, et non pas la simple alliance avec les leaders nationalistes des bourgeoisies du Tiers Monde.

Pourtant, la responsabilité de cette évolution politique d'un Malcolm X incombe avant tout au mouvement ouvrier lui-même. Certes, le Parti Communiste Américain dans les années 1930 avait su commencer à se frayer la voie vers le prolétariat noir, dont il exprimait nombre d'aspirations, même s'il était déjà un mouvement stalinien. Mais le soutien au gouvernement Roosevelt, avant et surtout pendant la guerre, amena le PC américain à trahir aussi bien les luttes des travailleurs que les espoirs qu'une partie du prolétariat noir avait pu mettre en lui. Et quand il retrouva le contact avec le mouvement noir dans les années 1960, ce fut pour se ranger avec les autres Blancs libéraux derrière le pasteur Martin Luther King.

Pourtant, l'évolution qu'a connue en quelques années seulement un homme comme Malcolm X, par l'influence qu'ont eue sur le mouvement noir américain l'accession de l'Afrique à l'indépendance et les mouvements nationalistes du Tiers Monde, laisse deviner à quelle vitesse encore plus rapide aurait probablement pu évoluer un mouvement de révolte des Noirs américains et ses leaders issus, comme Malcolm X, des ghettos ou des prisons américaines, en présence d'un mouvement révolutionnaire prolétarien internationaliste.

Olivier BELIN



dans  
les entreprises

## Les TUC : Une attaque de plus contre le SMIC, dans laquelle le gouvernement fait tout pour mouiller encore plus les syndicalistes.

Les TUC, (Travaux d'Utilité Collective), une des dernières recettes du gouvernement pour camoufler les statistiques du chômage, ont également bien d'autres effets pervers. Entre autres, celui d'enfoncer un coin supplémentaire dans la législation sur le SMIC, à propos duquel le CNPF, depuis plusieurs mois déjà, a commencé toute une campagne pour en revendiquer la suppression.

Tout d'abord, rappelons que les TUC sont des emplois confiés à des jeunes de 16 à 21 ans, chômeurs, et qui obtiennent ainsi un statut de stagiaire en formation (la formation est bien entendu bidon, puisqu'elle n'est ni obligatoire, ni contrôlée). Leur horaire de travail est de 20 h. par semaine ; ils touchent 1 200 F, payés par l'Etat, qui prend également en charge la couverture sociale ; l'employeur du jeune « tucard » peut en outre lui verser (mais ce n'est pas obligatoire) un complément qui NE PEUT PAS EXCÉDER 500 F PAR MOIS.

Alors, lorsqu'on fait très précisément les comptes, on s'aperçoit que :

— Dans le moins pire des cas (celui où le jeune touche une rémunération de 1 700 F par mois), cela veut dire un travail payé à un taux horaire de

19,61 F net. Or le SMIC horaire est de 20,69 F net depuis le 1<sup>er</sup> novembre. Soit, sur la base de 20 h. par semaine, un écart avec le SMIC d'environ 100 F par mois ; ce n'est pas énorme, mais c'est bien réel.

— Dans le pire des cas (seulement 1 200 F par mois), c'est plus de 500 F d'écart par rapport au SMIC, sur la base de 20 h. par semaine.

Dans les deux cas, l'opération du gouvernement est claire : pour faire plaisir au patronat, il s'agit de casser encore un peu plus le SMIC, déjà ridiculement faible et déjà bien malmené par les différents stages « Emploi-Formation », ou autres stages « Barre » et stages « Rigout ».

Mais ça ne lui suffit pas. Pour faire ce sale boulot, il veut non seulement la passivité, mais aussi la complicité active des organisations syndicales

et d'un maximum de militants syndicaux.

Alors, il a réservé les TUC, non seulement aux collectivités locales, mais aussi aux associations, dont un bon nombre sont dirigées par des militants de gauche. Et dans le même temps où il déclare vouloir ouvrir les TUC aux différents administrations, comme l'Education nationale, les hôpitaux, etc. (même Bergeron s'est senti obligé de faire semblant de protester contre ce qu'il appelle des « abus » des TUC), le gouvernement vient d'annoncer qu'il autorisait les Comités d'Entreprise à embaucher des tucards. Et là, plus personne ne proteste.

En offrant aux CE la possibilité d'embaucher des jeunes chômeurs, avec un salaire ridicule, le gouvernement vise un objectif simple : faire que les syndicalistes responsables d'associations ou de CE soient parmi les premiers à profiter d'une main-d'œuvre quasi gratuite. Dans son opération anti-ouvrière, le gouvernement utilise donc une nouvelle fois les syndicats comme éclaireurs.

C'est aussi le sens du plafond de 500 F maximum pour l'indemnisation complémentaire versée par l'employeur du « tucard ». Que les petits bureaucrates qui veulent profiter de l'aubaine se « mouillent » à propos du SMIC ! Il aurait suffi qu'il fixe ce plafond à 600 F pour préserver certaines apparences. Mais non. Mais s'ils acceptent de marcher dans la combine, ils auront l'air fin, après cela, lorsqu'ils voudront faire semblant de faire la fine bouche quand Gattaz et ses amis prendront le relais.



Michel Delebarre, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, est aussi le ministre des TUC. (AFP)

### Du toc... les TUC

Au prochain CTP, l'administration veut proposer l'embauche d'une centaine de jeunes de 16 à 21 ans, dans le cadre des TUC. Ces jeunes seraient payés 1 200 F par l'Etat. Les HCL pourraient peut-être rajouter 500 F, et cela pour 20 heures de travail par semaine.

On a réellement besoin de personnel supplémentaire à l'hôpital ! Ces jeunes vont effectuer un travail réel. Alors, pourquoi les sous-payer et ne les embaucher que dans le cadre des TUC, c'est-à-dire très provisoirement ?

Les TUC, ce n'est qu'une manière pour le gouvernement de diminuer ses statistiques sur le nombre de chômeurs, tout en habituant les jeunes à travailler au rabais.

Quant aux HCL, ils se payent ainsi des bouche-trous à bon marché.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Edouard-Herriot - Lyon.

### ENTREPRISE HERVILLER (Tourcoing)

#### Aux laines Berger du Nord, on n'est pas des moutons !

A Herviller, nous sommes trois cents ouvrières et ouvriers à fabriquer la laine « Berger du Nord ». Monsieur Hervein, notre P-DG, semble très fier du résultat de son entreprise. Il passe à la télévision régionale, souriant, pour annoncer un bénéfice de 35 millions de francs pour l'exercice 1984. A la Bourse de Lille, d'autre part, 60 000 titres mis en vente en juin 1984 au prix de 500 francs valent aujourd'hui 1 200 F ! En six mois...

Aux journaux régionaux qui venaient l'interroger sur « sa » réussite, monsieur Hervein a répondu que la cause en revenait au modernisme de l'entreprise : « C'est une usine 4 étoiles », aurait-il déclaré...

Pourtant, pour nous, elle ressemble plutôt à l'auberge des Thénardier (Cosette, vous connaissez ?). Nos conditions de travail sont de plus en plus pénibles car les machines « modernes » ont augmenté notre cadence. Par exemple, au Continu à filer, chaque ouvrier surveillait, avant, une face de machine. Maintenant, la lon-

gueur des machines a été multipliée par 3 et nous sommes 4 ouvriers à surveiller 6 machines sur les 2 faces !

Quant à nos salaires, ils tournent en majorité autour du SMIC, car il faudrait faire des exploits (ce dont peu d'entre nous ont envie !) pour aller au-delà de la production minimale imposée et gagner ainsi un tarif plus élevé !

Et comme nous ne sommes pas les moutons de notre berger Hervein, nous lui avons déjà montré en novembre dernier, en faisant grève massivement pour avoir deux francs de l'heure en plus, que les bénéfices dont il se vante si fort, puisque c'est le fruit de notre travail, doivent nous bénéficier à nous ! Pour l'instant, il n'a cédé qu'une prime de présence.

En tout cas, quand nous voyons à la télévision la publicité pour la laine « Berger du Nord », où un mannequin se dandine devant un berger viril, en murmurant « L'aime-moi », nous avons envie de répondre « L'aime-moi, non plus » !

Correspondant L.O.

### BRONZE INDUSTRIEL (Bobigny)

#### Le patron fait la manche, les travailleurs restent de bronze

Le Bronze Industriel à Bobigny (387 salariés) fabrique tuyauteries, vannes, robinetteries en cuivre pour l'industrie. Ce serait le leader européen pour la production des alliages cuivreux.

Pour nous qui y travaillons, ce n'est pas la joie. Les plafonds sont fissurés, les carreaux sont cassés. Alors, quand il pleut et vente dehors, il pleut forcément dedans. Et bonjour les courants d'air ! Aux Fonderies, face aux fours, la température monte jusqu'à 60°. Mais à d'autres postes, le froid et l'humidité nous pénètrent dans le dos. Quant à la paye, le BI figure parmi les records des bas salaires du département. Le salaire de la majorité des travailleurs des ateliers, avec environ 10 ans d'ancienneté, ne dépasse pas 5 000 F brut par mois.

Ces dernières années, à plusieurs reprises, le patron avait procédé à plusieurs centaines de licenciements. En ce moment, le nouveau P-DG vient de nous sortir sa nouvelle trouvaille : la participation. Il nous a réunis par groupes d'une trentaine, pour essayer de nous convaincre de mettre la main à la poche pour ce qu'il appelle « sauver le Bronze ». Et il nous a transmis une série de formu-

lares précisant la forme de notre « participation » et devant être renvoyés au service du Personnel au cas où nous serions candidats. Eh oui, le patron nous donne le choix. Il est possible de travailler à l'œil au-delà de l'horaire habituel (X heures par mois ou sur l'année) ; ou bien de lui prêter (sans intérêt)

une partie de notre salaire ; ou encore de reporter le paiement de la prime de Pâques à la paie du mois de juin. Le patron nous laisse la possibilité d'annuler cette « participation » à tout moment.

Jusqu'à présent, il n'a pas trouvé beaucoup de clients pour son opération !

### ECHOS DES ENTREPRISES...

#### R.P. casse les prix

En septembre 1982 Rhône-Poulenc Saint Fons Nord avait déversé des tonnes d'hydroquinone dans le Rhône.

Le 14 février 1985, le tribunal correctionnel de Lyon a condamné le directeur de l'usine et RP, aux titres d'amendes, dommages et intérêts, etc. à 28 000 F d'amende. C'est sûrement le procédé le moins cher pour se débarrasser de déchets encombrants.

Comme 60 tonnes de poissons avaient été détruits, cela fait le kg à

moins de 50 centimes. Des prix défiant toute concurrence ! Pas un poissonnier ne vous le fera à ce prix-là. Mais il est vrai que RP n'a pas été condamné pour destruction de la nature, mais pour pollution, et ce délit ne tient pas compte des dégâts provoqués. Comme il fut dit au tribunal en termes juridiques, la notion de seuil de nocivité n'existe pas ! Mais comme les poissons ne le savent pas...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc, Vitry/Seine.



## □ RENAULT (Choisy)

# Resserrement de la discipline du travail

A l'usine de Choisy-le-Roi, quelques semaines après la nomination d'un nouveau P-DG à la tête de la Régie Renault, on sent que la direction est en train, progressivement, de mettre en place un nouvel « état d'esprit ». Tout est fait, par l'intermédiaire de la maîtrise, pour essayer de faire croire aux ouvriers que, si cela va mal à la Régie, c'est en partie à cause d'eux et que, pour redresser la barre, ils doivent en mettre un coup.

A Choisy, ce n'est pas le travail qui manque. Ce serait plutôt le contraire, puisque l'usine n'arrive pas à fournir toute la production voulue (15 à 20 % de retard selon les ateliers) et qu'une partie de celle-ci est sous-traitée à l'extérieur. Néanmoins, la direction cherche au maximum à rentabiliser, à responsabiliser le personnel,

comme disent certains chefs. Aussi, expliquent-ils à tout le monde qu'en janvier les quotas de production, dans certains ateliers, n'atteindraient que 40 % et que plusieurs dizaines d'ouvriers, si l'on tenait compte de cette production, ne pourraient être payés à la fin du mois.

Aux dires des chefs, il s'agit de sauver l'entreprise. Donc, depuis quelques temps, la pression exercée par l'encadrement se fait plus grande, plus pressante à l'encontre des ouvriers : réunions avec le chef d'atelier pour essayer d'impliquer un peu plus le personnel, réunions au cours desquelles chacun est informé qu'il faut produire plus en étant plus assidu, en perdant moins de temps. Pour cela, une série de mesures est proposée : chacun doit remplir une feuille de pro-

duction, sur laquelle il énumère les différentes anomalies de production et surtout leurs causes : cariste absent, outils non prêts, matière non livrée, régleur absent, etc. Ainsi chacun est amené à « dénoncer » l'un ou l'autre de ses collègues. Autre mesure proposée : mettre en place des responsables d'allée, c'est-à-dire qu'un ouvrier serait chargé de surveiller et d'aider ses collègues les plus proches. Tout cela traduit le climat que voudrait instaurer la direction : diviser les ouvriers entre eux pour tout contrôler.

Sur le plan des effectifs, le nouveau contrat FNE prévoit le départ d'une centaine d'ouvriers. Le départ volontaire des immigrés aboutirait au départ d'une cinquantaine d'autres, plus quelques

départs volontaires. Cela crée une situation paradoxale, puisque l'entreprise se trouve largement en sous-effectif. Pour combler cette baisse, une centaine d'ouvriers, dans un premier temps, sont arrivés de l'usine de Cléon et d'autres arrivent encore, tandis que d'autres repartent. Apparemment cette mesure, même si elle est assortie pour l'instant, d'une prime d'incitation substantielle de 7 300 F mensuels, vise à mettre en place, en souplesse, la mobilité inter-entreprise. En même temps, pour bien marquer le coup, la direction renvoie progressivement la cinquantaine d'intérimaires qui restaient encore.

Au début, toutes ces mesures ont laissé le personnel indifférent. Mais depuis, certains ouvriers commencent à se demander ce que cela cache

vraiment. Ce n'est pas la première fois que la direction essaie de reprendre en main le personnel. Mais aujourd'hui le contexte est différent ; alors, certains s'interrogent.

Pour le moment la CGT, majoritaire, ne propose rien. Elle se contente de dire aux ouvriers de se débrouiller seuls, en répétant que personne ne veut se battre, sa seule proposition étant la création de conseils d'ateliers.

Il est difficile, dans ces conditions, de prévoir quel sera l'avenir. Mais une chose est sûre ; seule la direction pour le moment se bat. Elle se bat pour faire payer les ouvriers en leur imposant une aggragation de leurs conditions de travail, une situation plus précaire, pour rentabiliser au maximum.

## Echos des bulletins Renault



### « Bras en l'air, et pas un mot ? »

« Tu es muté en Mécanique. Rends ton outillage : il faut que tu sois dans une demi-heure dans ton nouvel atelier ».

C'est ce qu'ont entendu, de leur chef d'atelier, des travailleurs de la chaîne 4.

Pas le temps de dire un seul mot, qu'on est déjà les bras en l'air en chaîne aérienne de Mécanique.

Les responsables de Sellerie agissent comme des voleurs, en douce et vite, pour qu'on n'ait pas le temps de poser des questions. Mais lundi dernier, des camarades ont refusé et ont fait savoir à tout le monde qu'ils n'étaient pas d'accord pour être mutés dans ces conditions. Et ils ont obtenu ce qu'ils voulaient.

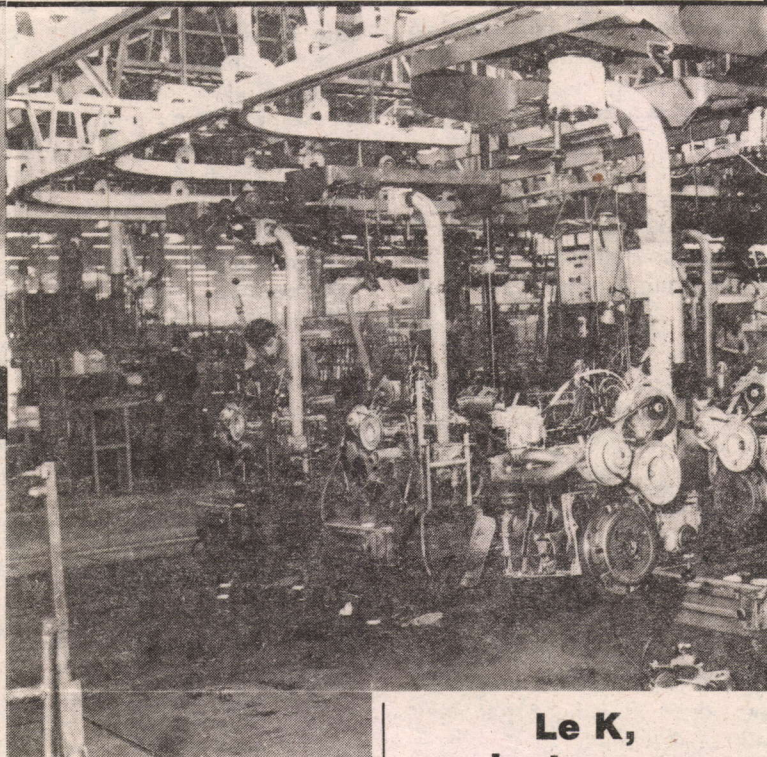
### Du cinéma !

Les bruits les plus alarmistes continuent de courir sur la santé de Renault. Certains journaux parlent maintenant d'un déficit non plus de 9, mais 12, voire 14 milliards. A une tout autre échelle, des rumeurs invérifiables affirment qu'on chômera de nouveau après la semaine du mois de mars. Mais les bruits, ça fait partie de la guerre des nerfs, de la préparation psychologique que la direction mène contre nous.

Le chômage partiel, il suffit de regarder le nombre d'heures supplémentaires, ou de savoir que la Supercin se vend bien, pour se convaincre que c'est du bluff, simplement destiné à nous impressionner. Quant au déficit qui gonfle comme cela en quelques jours... méfiance ! Le coup du déficit, on nous l'a fait à plusieurs reprises : celui de la Sécurité sociale, par exemple, que plusieurs gouvernements ont dit énorme, quand ils voulaient nous piquer des sous, et inexistant quand ils chassaient des voix pour des élections.

Leur cinéma ne doit pas nous impressionner : notre capital à nous, c'est notre nombre et notre détermination.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins Sellerie.



### Sacrée petite tête de...

Depuis quelques jours, des travailleurs sont arrivés dans les ateliers, dans le cadre d'une espèce de stage de reconversion qu'ils ont fait au LEP de Mantes dans la section « automatismes ».

Ces camarades croyaient qu'en venant chez Renault, ils pourraient travailler dans un domaine correspondant à leur formation. Dans les faits, ils se retrouvent un peu n'importe où, au petit bonheur du hasard. Alors, ils sont allés demander gentiment au service Formation s'il n'y avait pas une erreur... Et un certain chef de service Formation n'a rien trouvé de mieux à leur répondre que, s'ils n'étaient pas contents, ils pouvaient retourner à l'ANPE.

Quelle finesse dans l'argumentation !

### Le K, c'est un cas

La direction, dans son journal, nous apprend qu'elle dépense des sous pour « adapter la machine à l'homme ». C'est beau, c'est scientifique, ça vient paraît-il de Mai 68, et ça porte un nom : l'ergonomie.

Tout ça, c'est formidable. Mais les experts en ergonomie ne doivent pas savoir que le bâtiment K existe. Car au K, les ouvriers continuent à fabriquer les planchers de R 4 comme au 19ème siècle... avant qu'il y ait des voitures. Avec des pinces dures à manier, des cadences aberrantes, des postes épuisants et, pour couronner le tout, le casque toute la journée à cause des bouts de ferraille à hauteur de tête, on n'a vraiment pas besoin de somnifères pour s'endormir le soir.

Alors, par ici les ergonomes et les journalistes : au K, il y a du travail pour vous aussi !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Renault-Flins.

## ECHOS DES ENTREPRISES

### Avec leurs gros sabots

Pour nous « sensibiliser » et essayer de nous convaincre que la sidérurgie, c'est foutu et que nous ferions mieux d'aller voir ailleurs, tous les arguments sont bons.

« Vous qui êtes jeune, intelligent, vous avez de l'avenir. Vous ne voulez pas tenter d'aller faire carrière ailleurs ? » Ou bien : « Vous qui êtes Breton, vous n'avez pas envie d'ouvrir un fonds de commerce dans votre région natale ? Les papiers sont prêts. Tenez : vous n'avez plus qu'à signer... »

Voilà avec quels propos les pédagogues et autres psychologues essaient de nous séduire... Ce serait vraiment séduisant, s'il n'y avait pas deux millions et demi de chômeurs, et des milliers de licenciements en préparation dans toutes les branches...

Sacilor Gandrange, Rombas.

### Arrêtons le manège

Après les licenciements, des ouvriers de Clichy ont été mutés à Saint-Ouen. Depuis la semaine dernière, des ouvriers de Saint-Ouen sont « prêtés » à Clichy.

Pourquoi ? Parce qu'à Clichy, d'autres ouvriers doivent aller à Charleville.

Si vous voyez des ouvriers de Charleville à l'usine, mettez-les en rapport avec les autres.

Comme ça, chacun retrouvera son poste.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Saint-Ouen-les-Epinettes.



□ **AEROPORT DE TOULOUSE-BLAGNAC**

## Grève des bagages

Depuis deux semaines, les 52 salariés de l'entreprise ONET, travaillant à l'aéroport de Toulouse-Blagnac, sont en grève.

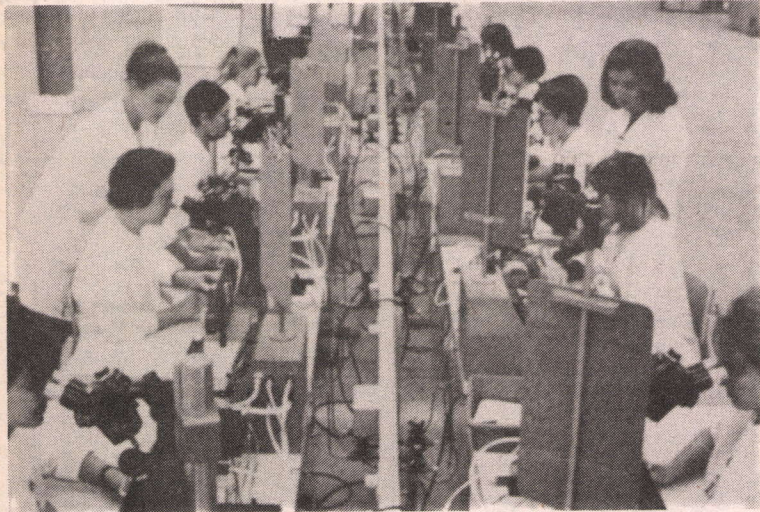
Nous nous retrouvons tous les jours ensemble pour faire le point et décider la suite du mouvement. En effet, depuis le début, nous assurons le filtrage au comptoir d'enregistrement, puisque notre travail est d'assurer le chargement et le déchargement des bagages, le nettoyage des avions, et ceci jour et nuit, samedi, dimanche et jours fériés. On voit les chefs essayer de faire notre travail en partie bien sûr, et pour un autre salaire que le nôtre. Nous sommes actuellement payés 24,628 F de l'heure (SMIC + 30 centimes). Pour assurer un travail avec des amplitudes de 24 heures et plus, ou alors avec des horaires qui atteignent pour une semaine 20 à 25 heures. Exemple : certains travaillent de 10 heures à 12 heures le

matin et de 22 à 24 heures le soir. Ceci s'appelle travail à mi-temps. Et ONET veut nous allécher avec une majoration ridicule et symbolique de 2,41 F de l'heure de nuit et une prime d'ancienneté de 10 centimes de l'heure à partir de 2 ans...

Alors, rien d'étonnant si nous sommes presque tous grévistes et déterminés. Nous demandons l'alignement sur la convention existant pour les travailleurs qui, à Paris, font le même travail. Jusqu'à présent, la direction n'accepte qu'une augmentation de salaire ridicule allant de 80 à 250 F. Proposition que nous avons jugée inacceptable. ONET a aussi essayé de casser notre mouvement en faisant appel à des personnels extérieurs. Mais plusieurs sont repartis, par solidarité. Alors, nous continuons notre mouvement et persistons à bloquer les quais d'enregistrement.

□ **MOTOROLA (Toulouse)**

## La grève a payé



L'usine Motorola de Toulouse (qui fabrique des composants électroniques semi-conducteurs) emploie environ 2 000 salariés, dont 10 travailleurs, les conducteurs de chaufferie, qui tournent en 3 X 8.

Le 7 décembre, ces 10 travailleurs avaient convoqué leur maîtrise pour réclamer les 35 heures sans perte de salaire, conformément à la loi et à un accord national de la métallurgie. On leur a répondu : « Non, ce n'est pas pour vous ». Un mois plus tard, comme ils insistaient, on leur a dit : « Vous avez droit aux 35 heures. Mais la perte de salaire ne sera compensée qu'à 70 %, et il n'est pas question d'embaucher ».

Devant cette attitude, il devint évident pour chacun qu'il fallait engager une action pour débloquent la situation. C'est le jeudi 21 février, après une nouvelle réunion au cours de laquelle la direction affirmait de nouveau sa volonté de faire traîner les choses, que la grève fut décidée à l'unanimité

des dix travailleurs. Les dix s'installèrent donc en plein hall de pause, demandèrent un coup de main à la CGT et à la CFDT et rédigèrent tract et affiches pour informer le personnel. La direction essaya bien de les faire reprendre, en promettant que tout pourrait alors aller très vite et que, dès le lendemain, des réponses concrètes seraient apportées. Mais il fallait taper un grand coup et les grévistes attendirent l'arrivée de l'équipe de nuit à 22 heures, pour finalement suspendre la grève à 23 heures. Le lendemain à 14 heures, consciente de la détermination des grévistes et craignant de voir le conflit faire boule de neige, la direction cédait sur tous les points. Soit : 35 heures effectives avec maintien intégral du salaire ; effet rétroactif à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1984 ; embauche immédiate ; évaluation du poste ; paiement des heures de grève.

Comme on s'en doute, le moral est bon.

Correspondant L.O.

### ECHOS DES ENTREPRISES...

#### Les voleurs crient au voleur

Accusé d'avoir volé du cuivre, un travailleur du magasin général risque de se retrouver à la porte (la direction n'a pas annoncé les résultats de l'entrevue de vendredi).

C'est pourtant bien dans ce même magasin général, il n'y a pas si longtemps, qu'on découvrait une brochette de responsables mouillés dans un trafic de cuivre, et pas des moindres, puisque c'était par camion que cela se faisait.

Tout a été bien étouffé et tous sont restés en place.

En somme, pour quelques kilos de cuivre (400 F à 500 F) on risque le licenciement, mais au-dessus d'une tonne on n'est pas inquiet.

MORALE :  
QUI VOLE UN OEUF,  
ON LE LICENCIERA ;  
QUI VOLE UN BOEUF,  
CHEF, IL RESTERA !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom Saint-Ouen.

#### Hors sécurité toute !

Il y a près de 15 jours, un ouvrier d'une entreprise extérieure de terrassement l'a échappé belle. Lors d'une fouille du sous-sol de la rue, sa pioche a heurté un câble électrique de 13.000 volts, ce qui provoqua l'apparition d'une flamme et le rejet du pic.

Les responsables de Rhône-Poulenc envoient faire des fouilles alors que le câble haute-tension est très mal repéré sur le plan, alors qu'installé depuis 20 ans il n'est plus protégé par le grillage qui a été bouffé depuis longtemps, alors que le sable sur lequel il reposait a disparu depuis belle lurette, alors enfin que ce câble n'avait pas été mis hors tension comme il devait l'être.

Toutes les conditions étaient réunies pour qu'un accident grave arrive. Il n'y a pas eu de conséquences cette fois-ci, mais dans cette usine il vaut mieux compter sur notre bonne étoile que sur la direction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc Vitry/Seine.

#### Apprenez-leur le caniveau

Parmi ceux qui ont le privilège de pouvoir garer leur voiture dans la cour, certains individus font preuve d'un sans gêne de première classe. Mais cela n'étonnera personne, vu leur situation à l'usine.

Ils laissent leur voiture n'importe où, comme les chiens posent leur crotte. Tant pis si les camions qui travaillent, eux, sont bloqués. Vu le peu de cas qu'ils font de leur voiture, ils n'en ont rien à faire de leur carrosserie ; alors, on peut y aller.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alcatel-Thomson Levallois.

#### Droit de réponse

Dans chaque atelier, des chefs mènent leur enquête et demandent à des travailleurs s'ils sont motivés pour leur travail.

En voici un exemple :  
« Est-ce que le travail vous plaît ?

— Oui, chef.  
— Et le travail à votre poste, vous aimez ça ?  
— Oui, chef.  
— Et vous acceptez de collaborer avec nous ?  
— Oui, chef.  
— Et de travailler en plus ?  
— Oui, chef.  
— Quel travail voulez-vous faire ?  
— Lever le pied, et vous botter le cul, chef... »

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Aulnay.

#### Ça fume

Des cuves à huile de FECI III ont été découpées au chalumeau. Mais comme ces cuves ainsi que les alentours sont encore recouverts d'huile figée, une épaisse et âcre odeur a rapidement envahi l'atelier, rendant l'atmosphère irrespirable.

Mais pendant ce temps, les chefs ont voulu nous obliger à continuer à travailler.

La prochaine fois que cela arrive, on pourrait faire venir le patron. Il paraît que, fumée, son espèce s'améliore.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Câbles de Lyon - Lyon.

#### Bébé sur commande

Nous, on pensait que tomber enceinte, c'était contagieux, à voir certains services où plusieurs d'entre nous se préparent à un heureux événement !

Apparemment, ce n'est pas l'avis de tout le monde, puisqu'au 7ème on s'est amusé à nous pondre un planning idéal pour les naissances : un gros ventre tous les deux mois pour les AS, et un tous les six mois pour les IDE !

Le hic, c'est que, de toute façon, tout le monde ne dispose pas d'un ordinateur !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Trousseau, Saint Avertin.

#### Le bonheur c'est simple comme un coup de fil

Il n'y a pas de lecteur plus assidu du moindre tract distribué au personnel que la direction. Elle tient tellement à en connaître le contenu dès qu'ils paraissent qu'elle n'a pas la patience d'attendre que ses fidèles serveurs les lui apportent : elle s'en fait téléphoner le texte dès leur parution.

Nous pouvons donc être rassurés : grâce à cette procédure d'urgence, nous pouvons lui dire m... et être sûrs que le message arrivera sans délai.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière BNP - Bergère, Paris.

#### Visite inusitée

Il y avait eu Ringo à la chaîne Concorde. Eh bien, la semaine dernière, il y a eu Mireille Mathieu : accompagnée de Sud-Radio, elle a visité la chaîne Airbus, à Saint-Martin.

La direction prépare-t-elle un clip-vidéo sur la chaîne ? Tant il est vrai que la pub, c'est fait pour faire du bien au porte-monnaie de nos patrons.

Mais pourquoi n'a-t-elle pas chanté et pourquoi n'est-elle pas venue à Blagnac ? On l'aurait accompagnée...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNIA Blagnac.



## « La secte » de Philippe Robrieux

La « secte », c'est le Parti Communiste Français dont les membres sont « prisonniers de cet « esprit de parti » sans cesse magnifié alors qu'il n'est rien d'autre que l'une des plus fanatiques mystiques du XX<sup>e</sup> siècle », écrit l'auteur dans les toutes premières pages de son livre. Cela donne le ton. Ceux qui espéraient trouver des informations intéressantes sur le PCF et son histoire seront déçus : Robrieux a rédigé près de 300 pages qui reprennent des faits largement connus. Il veut seulement — mais ce n'est pas nouveau non plus — convaincre qu'ils sont autant de preuves du machiavélisme du PCF. L'ensemble est ponctué de citations de ses précédents livres, de diatribes contre tous ceux qui l'ont critiqué et de lamentations en forme d'excuses pour tout le mal qu'il dit du Parti et de son fonctionnement ! Cela permet d'éclairer l'itinéraire politique de Robrieux depuis son passage au PCF de 1960 à 1968 (années au cours desquelles il fut secrétaire général de l'Union des Etudiants Communistes), mais certainement pas de comprendre ce qu'est le PCF et sa politique.

La première partie, intitulée *Le pouvoir*, vise à démontrer que le PCF ne serait plus « qu'une sorte de secte religieuse vouée à la nomenklatura », dont le grand prêtre serait incarné par le secrétaire général, entièrement aux ordres de Moscou et maître absolu d'un parti dont les préoccupations électoralistes comme les liens avec la classe ouvrière seraient du domaine de la fantaisie, la réalité se réduisant, elle, à l'exécution des strictes directives moscovites.



Les voilà, les diaboliques déstabilisateurs qui, selon Robrieux, veulent étendre à la France l'emprise du Kremlin (Ph. AFP)

La seconde partie, consacrée à la politique du Parti Communiste, s'efforce aussi de démontrer comment, aujourd'hui, tous les faits et gestes du PCF seraient décidés de A à Z au Kremlin et comment Marchais, l'homme des Russes, se ferait l'exécuteur des basses œuvres commandées par Moscou. Dans quel but ? « La Russie néo-stalinienne » répond Robrieux (est) « entièrement tendue vers le seul objectif de la conquête de la planète entière ». Elle infiltrerait partout des hommes qui lui seraient fidèlement dévoués pour faire un lent et tenace travail de « déstabilisation » des pays occidentaux démocratiques.

En France en particulier, explique Robrieux, l'entrée du PCF au gouvernement, après la guerre comme en 1981, ainsi que ses sorties d'ailleurs, ne

sont liées qu'à cette seule visée de déstabilisation du gouvernement. Robrieux tient pour preuve « les tentatives qui se succèdent inlassablement, pour entraîner vers la grève générale le monde du travail, sous n'importe quel prétexte » alors que le Parti Socialiste et Mitterrand font ce qu'ils peuvent, de leur mieux, pour le bien du pays. On voit où Robrieux veut en venir, et où vont ses sympathies... Et d'invoquer sans vergogne Marx, Engels, Lénine et Trotsky qui, sur la fin de leur vie, se seraient réorientés vers « la voie réformiste, pacifique et démocratique »... Et Robrieux... de les entraîner dans sa galère pour tenter de justifier son engagement du côté du Parti Socialiste !

Lucienne PLAIN

La secte de P. Robrieux. Ed. Stock. 356 pages. 79 F.

## « Le réveil indien » en Amérique andine d'Alain Labrousse

Dans cet ouvrage, l'auteur se propose d'étudier quelle est la part « d'indianité » dans les différents mouvements qui secouent l'Amérique du sud aujourd'hui, qu'il s'agisse du syndicalisme paysan en Bolivie, de la guérilla ou du mouvement d'occupation des terres au Pérou. Plus généralement, le livre vise à montrer les relations qui existent entre les communautés indiennes et les forces politiques de droite ou de gauche.

Certains chapitres ne sont pas inintéressants pour les informations et descriptions qu'ils fournissent sur la situation de ces pays. Comme par exemple le chapitre consacré au mouvement de guérilla au Pérou, le « Sentier lumineux », expliquant son implantation particulière dans la région d'Ayacucho et décrivant ses méthodes d'action. Mais la plupart des chapitres relèvent d'une étude purement ethnologique. En effet, l'auteur est avant tout préoccupé par la recherche de la « spécificité indienne », les rapports sociaux étant alors réduits à des heurts entre cultures diffé-



rentes. Cette démarche fautive limite beaucoup l'intérêt de son livre.

Marianne LAMIRAL

Le réveil indien en Amérique andine d'A. Labrousse. Ed. Pierre-Marcel Favre. 215 pages. 89 F.

## « Pêcheurs d'ombres »

d'Emile Copfermann

Voici le troisième roman d'Emile Copfermann. Le premier, *Les patries buissonnières*, évoquait le Bund, organisation ouvrière juive née en Pologne, à la fin du siècle dernier. Le deuxième, *Mélo-die*, racontait les années d'après-guerre en France, à travers les yeux de jeunes, proches des idées révolutionnaires.

Ce livre est une sorte de suite à *Mélo-die*, et comme ce dernier, il est plus ou moins autobiographique. En ce début des années 1950, période où se situe le roman, les jeunes révolutionnaires apparaissent cependant découragés. Ils ne croient plus guère à l'efficacité des organisations et de l'activité militante. Au mieux, ils adhèrent au Parti Communiste, comme c'est le cas pour l'un d'entre eux, un parti qu'ils dénonçaient quelque temps avant comme stalinien. L'auteur, quant à lui, se contente de partir

sur les routes avec quelques copains pour proposer un spectacle de marionnettes et d'ombres chinoises.

Bien sûr, les problèmes politiques des années 1950 avec le défilé des gouvernements, la guerre d'Indochine, la politique chauvine du PCF sur la question du réarmement allemand, sont évoqués. Ils sont l'objet de bavardages. Mais sans plus.

En préférant la vie d'artiste à celle de militant, Copfermann n'a pas complètement oublié les idées et la révolte de sa jeunesse. Mais c'est du passé. Et il reste surtout l'état d'esprit désillusionné de certains intellectuels de l'après-guerre. Et les souvenirs de tous les « ex »..., c'est quand même très indigeste !

Jacques FONTENOY

Pêcheurs d'ombres d'Emile Copfermann. Ed. Ramsay. 299 pages. 92 F.

## « Rock-Vinyl »

de Jean-Marie Leduc

En quelques chapitres, ce petit livre retrace l'histoire des différents genres musicaux qui, depuis bientôt trente ans, accrochent l'oreille de certains auditeurs.

Défilent, devant nous, le rock, la pop anglaise ou américaine, le rockabilly, le folk, le hard-rock, le jazz-rock, le reggae, le punk, le new-wave...

L'auteur propose ici une sélection des disques les plus marquants des différents genres. Si après cela, vous n'achetez pas un disque ou deux, Monsieur Barclay et Monsieur Philips n'ont pas fini de s'arracher les cheveux...

J.F.

Rock Vinyl de J.-M. Leduc. Ed. du Seuil. Coll. Point-Virgule. 253 pages.





## « Le froid et les ténèbres »

de Paul R. Ehrlich, Carl Sagan, Donald Kennedy, Walter Orr Roberts

□ A plusieurs reprises des scientifiques, des cinéastes, etc., ont attiré l'attention de l'opinion sur les risques pour notre planète d'un conflit nucléaire généralisé. On connaît plus ou moins les ravages qu'ont causés les bombes lancées sur Hiroshima et Nagasaki, ainsi que ceux des divers essais de bombes A ou H. Mais il s'agissait de cas isolés. Que se passerait-il exactement en cas d'un conflit mondial ?

*Le froid et les ténèbres*, voilà ce qui attend notre planète après une guerre nucléaire. C'est sous ce titre que paraît le rapport d'une Conférence sur le monde après un conflit nucléaire, conférence qui s'est tenue aux Etats-Unis en octobre 1983 et au cours de laquelle des scientifiques américains exposèrent les conclusions auxquelles ils étaient parvenus.

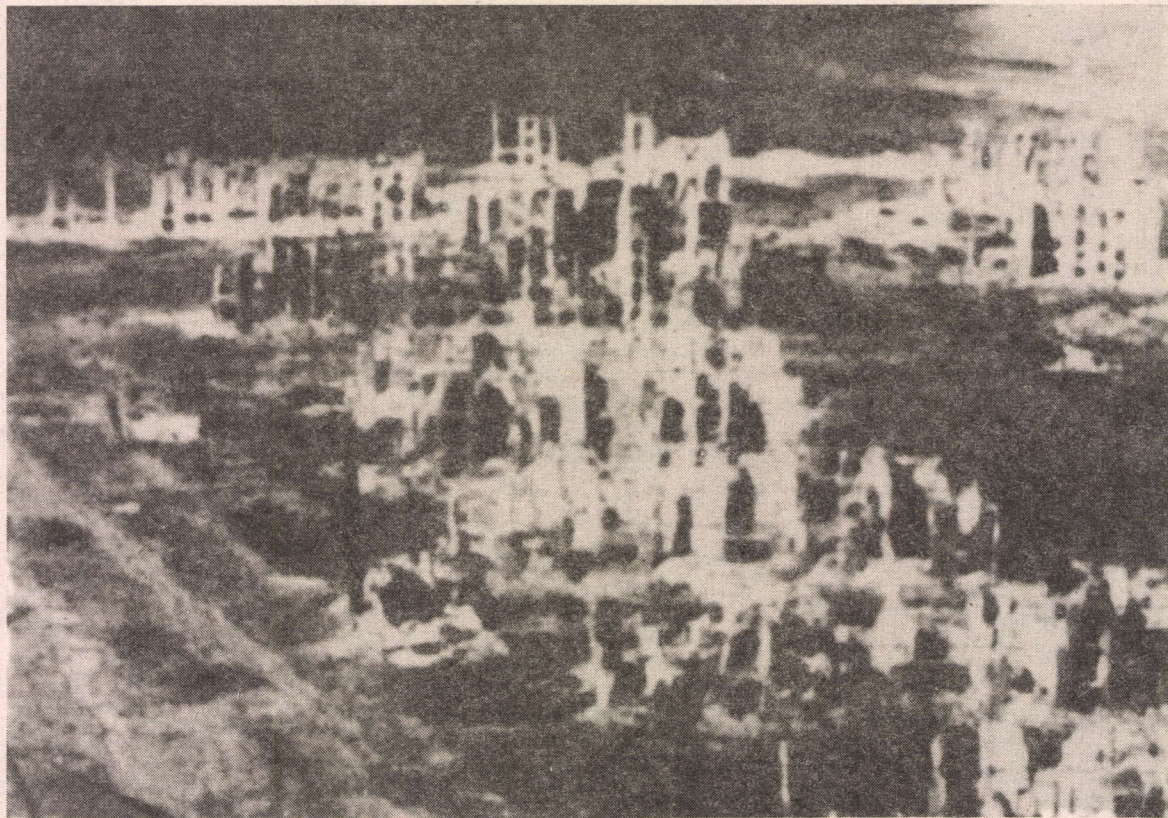
Le stock d'armes nucléaires serait actuellement de l'ordre de 13 000 mégatonnes, ce qui correspond à une puissance égale à un million de fois la bombe qui fit 200 000 victimes à Hiroshima. (En lançant une bombe équivalant à celle d'Hiroshima par seconde, il faudrait plus de onze jours et demi pour écouler le stock !). Dans les scénarios qu'ils ont élaborés, les savants américains prennent comme hypothèse de départ que le tiers environ ou la moitié de l'arsenal atomique est utilisé, et que les cibles visées sont les grands centres industriels — c'est-à-dire les concentrations urbaines — situés pour la plupart dans l'hémisphère nord. S'appuyant sur des observations réalisées sur la planète Mars, où une tempête de poussière avait modifié les données climatiques, ou sur l'éruption du volcan mexicain El Chichon il y a deux ans, ils en déduisent quels bouleversements climatiques et écologiques résulteraient d'une guerre nucléaire.

Selon les auteurs, entre 750 millions et un milliard de personnes seraient tuées immédiatement, soit au cours de l'explosion des bombes, soit victimes des tempêtes de feu que provoquerait l'incendie de grandes villes où sont stockées quantité de matières inflammables. Un autre milliard de blessés ne pourraient survivre que peu de temps, faute de soins médicaux (il serait impossible de prodiguer des soins dans des pays dévastés où toute infrastructure économique aurait disparu). La moitié du

genre humain disparaîtrait donc en quelques jours. Mais le sort de l'autre moitié de l'humanité, épargnée dans un premier temps, risque de n'être pas plus enviable.

Les fumées des incendies, jointes aux particules de poussière résultant de la pulvérisation du sol aux points d'impact des bombes, auraient pour conséquence de faire écran à la lumière solaire et entraîneraient une « nuit nucléaire » qui pourrait durer plusieurs semaines. Cela aurait pour conséquence un abaissement considérable de la température, de l'ordre de 30 à 40° C pour nos régions : cet « hiver nucléaire », qui toucherait principalement l'hémisphère nord (mais s'étendrait aussi, quoique avec une intensité moindre, à l'hémisphère sud) durerait sans doute de quelques mois à une année. Une année pendant laquelle aucune récolte ne sera possible, où de nombreuses plantes seront détruites, ne survivant que des mousses ou des lichens, où périront les animaux dits « supérieurs », seuls pouvant résister les insectes ou les espèces souterraines impropres à la consommation, où les lacs, les cours d'eau et même une partie des mers seront gelés. Alors ce sera la famine pour ce qui restera de l'humanité : les hommes, disséminés en petits groupes, erreront à la recherche de nourriture pour tenter de survivre. A moins que quelques grandes villes de l'hémisphère sud ne soient encore intactes, ce qui pourrait peut-être permettre à l'humanité de conserver certains de ses acquis culturels. Rendus fragiles par les radiations, la famine, l'intense rayonnement des rayons ultra-violets, conséquence de la destruction de la couche d'ozone qui entoure la terre, les hommes devraient survivre dans un environnement extrêmement hostile et dans des conditions pour lesquelles ils ne sont pas préparés, après des siècles de civilisation. A court terme, en quelques centaines d'années, cela pourrait même, pensent les auteurs, mener à l'extinction de la race humaine.

Bien que toutes les conséquences d'une guerre nucléaire développées dans cet ouvrage soient par elles-mêmes effroyables, les auteurs du rapport — que rejoignent, dans leurs conclusions, des savants soviétiques — n'ont cependant pas envisagé le pire :



On peut refaire Hiroshima en pire...

ainsi qu'ils le montrent, ils ont étudié les phénomènes séparément, mais les effets cumulés pourraient être encore bien plus catastrophiques.

Le but que se sont donné ces scientifiques, en organisant une conférence sur les conséquences biologiques d'un conflit nucléaire, est « d'informer les peuples du monde, dans l'espoir qu'une plus grande compréhension des faits conduira à l'exercice d'une saine sagesse dans les affaires internationales ». En tant que scientifiques, ils dénoncent les « instruments de suicide » pour l'humanité que représentent les armes nucléaires, tout en se refusant à prendre toute position politique précise.

On pourrait se dire que

devant le risque encouru, aucun gouvernement n'entreprendra une guerre nucléaire qui aboutirait à tout détruire, y compris le vainqueur. Mais l'un des auteurs fait remarquer que les militaires eux-mêmes sont angoissés : ils voudraient bien se « contenter » d'un conflit nucléaire limité, mais en même temps ils admettent qu'on risque fort de ne pouvoir empêcher le passage du conflit « limité » au conflit général. L'un des scientifiques, un Soviétique, compare les armes nucléaires à une excroissance cancéreuse : « Tout comme un cancéreux, qui ne peut espérer vivre longtemps avec son cancer, l'humanité ne peut pas espérer coexister indéfiniment avec la bombe. Si nous n'éliminons pas

l'excroissance, elle nous tuera ».

Mais comment éliminer l'armement nucléaire sans éliminer les Etats nationaux, sans éliminer le capitalisme, sans renverser la bureaucratie soviétique ?

Seule la révolution socialiste mondiale pourra débarrasser l'humanité de la menace nucléaire. Plus que jamais la seule alternative qui se pose au genre humain, c'est celle de « socialisme ou barbarie », et nous n'avons jamais été aussi près de l'un comme de l'autre terme de cette alternative.

Marianne LAMIRAL

Le froid et les ténèbres de Paul R. Ehrlich, Carl Sagan, Donald Kennedy, Walter Orr Roberts. Belfond éditeur. 243 pages. 89 F.

### Réédition

## « Guide du citoyen face à la police »

Ce livre est une réédition, actualisée, de celui paru en 1980. Avec l'arrivée de la gauche au gouvernement, il n'y a finalement guère eu de changement pour le citoyen face à la police, mise à part l'abrogation de la loi anticasseurs qui établissait « la responsabilité collective » des manifestants lorsqu'il y avait violences et dégâts. Pour le reste, l'attitude des policiers est restée la même.

Denis Langlois rappelle les droits des citoyens face à la police, droits qui sont souvent ignorés de la population et superbement enfreints par les policiers

qui essaient d'intimider les gens.

Ainsi, si un policier a le droit de vous demander vos papiers d'identité (la loi de juin 1983 a repris sur ce point les grandes lignes de la loi « sécurité et liberté » de Peyrefitte), il n'a nullement le droit de vous fouiller, sauf cas bien précis. C'est le devoir, dit l'auteur, de tout citoyen de protester contre les contrôles discriminatoires, ou les fouilles illégales.

Après avoir lu ce guide, vous saurez exactement quels papiers vous devez avoir sur vous, quels objets il est préférable de ne pas transpor-

ter, à partir de quel moment vous pouvez être considéré comme vagabond, si vous pouvez coller des affiches ou vendre des journaux, si la police a le droit d'entrer chez vous, et une foule de renseignements sur les droits que la loi octroie à la police, droits qui sont, on le constate à travers de nombreux exemples cités, bien inférieurs à ceux qu'elle s'arroge d'ordinaire.

Un petit livre qui peut se révéler très utile.

Laurence VINON

Guide du citoyen face à la police de Denis Langlois. Ed. La Découverte. 176 pages. 45 F.



## Samedi 2 mars

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel**: Mickey, Zorro et Cie dans un mélange de dessins animés divers.

22 h 15. TF1. **Droit de réponse** de Michel Polac avec une revue de presse consacrée aux problèmes économiques des DOM-TOM.

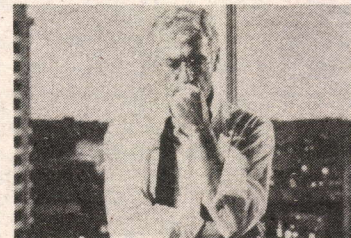
## Dimanche 3 mars

15 h 10. FR3. **Le malade imaginaire**, comédie de Molière mise en scène par Marcel Maréchal.

17 h. A2. **Molière, ou la vie d'un honnête homme**, film d'Ariane Mnouchkine, troisième épisode: les tournées en province.



20 h 35. TF1. **I. comme Icare**, film d'Henri Verneuil (1979) avec Yves Montand dans le rôle d'un procureur qui met en doute les conclusions d'une enquête à propos de l'assassinat d'un président. Une transposition de l'enquête sur l'assassinat de Kennedy.



22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit**: cycle Marcel Lherbier. **La vie de Bohème** (1942). Chroniques de la vie des artistes et des poètes dans le Paris de Louis-Philippe, d'après le roman d'Henri Murger.

## Lundi 4 mars

20 h 35. TF1. **Goupi mains-rouges**, film de Jacques Becker (1942) avec Fernand Ledoux. Chronique d'un clan

de paysans décrits avec réalisme.



20 h 35. A2. **Macbeth**, opéra de Verdi d'après Shakespeare, mise en scène d'Antoine Vitez à l'Opéra de Paris, avec la Soprano Shirley Verrett.

20 h 35. FR3. **Laisse-moi rêver**, film de Robert Menegoz (1978). Avec Michel Galabru dans le rôle d'un passeur professionnel qui essaie de faire filer des diamants en Suisse en les faisant avaler par un python...

## Mardi 5 mars

20 h 40. A2. **Les dossiers de l'écran**: débat sur le suicide des jeunes avec un téléfilm américain: **Le dernier appel au secours**.

20 h 35. FR3. **La dernière séance**, avec à 20 h 50 un western d'Henry Hathaway, **La fureur des hommes** (1958), et à 23 h 15 **Le cauchemar de Dracula**, film anglais de Terence Fisher (1958), avec Peter Cushing et Christopher Lee, les spécialistes du genre. Bonne nuit...

## Mercredi 6 mars

23 h 20. FR3. **URBA**, un nouveau magazine consacré aux problèmes de la ville (architecture, logement, transports, sécurité, animation...). Des reportages et un invité pour ce premier numéro, Agnès Varda qui a beaucoup filmé la ville (**Murs, murs**) avec, entre autres, un reportage sur le « mobilier urbain » et l'empire de J.-C. Decaux.

## Jeudi 7 mars

20 h 35. TF1. **Au nom de tous les miens**, quatrième épisode du feuilleton tiré du livre de Martin Gray et Max Gallo. Martin se cache en Pologne

et participe à l'insurrection du ghetto de Varsovie.



20 h 35. FR3. **Un aventurier nommé Godin**. Téléfilm. L'histoire de J.-B. Godin, réformateur social au XIX<sup>e</sup> siècle, artisan, industriel (le fameux poêle qui porte son nom) et créateur du « Palais social » de Guise dans l'Aisne, tentative de communauté coopérative.

21 h 35. TF1. **Infovision: reportage sur le Nigéria**, le choc du pétrole (les conséquences des hausses et des baisses du cours du pétrole sur l'économie nigérienne, le pays le plus peuplé d'Afrique), et deux autres reportages: le carnaval de Binche (les Gilles) et Vivre dans l'espace.

21 h 35. A2. **Résistances**. La situation politique aux Philippines, les Italiens réfugiés clandestinement en France et recherchés par la police italienne qui les soupçonnent d'avoir participé à des actes terroristes.

## Vendredi 8 mars

20 h 35. FR3. **Face à la trois**: émission d'Igor Barrère et d'André Campana consacrée à Jean Bernard, médecin hématologue de réputation mondiale.

23 h. A2. **Toni**, film de Jean Renoir (1935). Un immigrant italien venu travailler dans les carrières de pierre en Provence épouse sa logeuse, mais il aime en réalité une jeune Espagnole mariée au contremaître. Drame réaliste.



## « A la recherche de Garbo »

de Sydney Lumet

Le film se déroule aux Etats-Unis, à New York. Estelle Rolfe (interprétée par Anne Bancroft) est une femme pleine de vie, toujours prête à dénoncer l'injustice. Elle s'est battue toute sa vie pour se faire respecter et aider les autres à se faire respecter. Elle n'a jamais renoncé et est du genre à ne pas assister au mariage de son fils parce que l'hôtel où se déroulait la réception n'appliquait pas la convention collective à ses employés. Du genre à plaindre la nouvelle femme de son ex-mari qui préfère passer trois heures à faire un gâteau plutôt que lire.

Mais Estelle a une autre passion que la justice, celle de l'actrice Greta Garbo qu'elle admire plus que tout depuis son adolescence, et avant sa mort, elle exprime le souhait de rencontrer Greta Garbo.

Son fils, Gilbert, partira à la recherche de Garbo, l'inaccessible. Un fils qui est tout le contraire de sa mère. Un résigné, un peu « planeur », qui accepte par exemple sans discuter que son patron le relègue dans un petit bureau miteux et qui ne comprend pas que sa mère ne désarme jamais. Mais il est dévoué et sensible et il va sacrifier ses économies, son travail et son mariage pour amener Greta Garbo au chevet de sa mère.

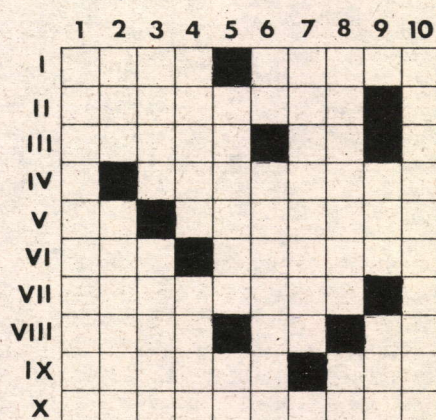
Et la recherche de Garbo sera l'occasion pour lui de changer de vie, de rencontrer d'autres gens, bref de se libérer un peu de la médiocrité qui l'engloutait.

Cela donne un film plein de vie de chaleur et d'émotion.

Claude CHARVET



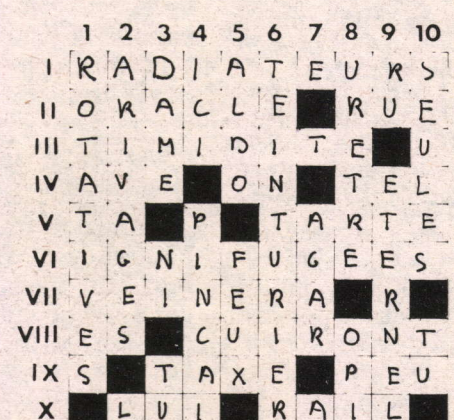
## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. Elle devrait pourtant justifier les moyens ! Bouffée. II. Fera appel au peuple. III. Certains en vivent sans rien faire. Article. IV. Qui ne touche pas terre. V. En nage. Ce n'est pas parce qu'on est demandeur qu'on en a ! VI. Un opus guère musical. Qui ne doit pas manquer de souffle. VII. Plaisirs à partager. VIII. N'a pas attendu 1984 pour imaginer Metropolis. Précède la matière. Pas là. IX. Une sacrée odyssée aussi. Avance en tournant. X. Ancien habitant d'Amérique.

**VERTICALEMENT.** — 1. Danses provençales. 2. Rendue à la fin. Le repos du propriétaire. 3. Fameux pour ses lentilles. Ardente. 4. Touchée par la flexibilité. Inversé: entraîne une multiplication par un milliard. 5. Dates limites. Une sur sept. 6. Au bout d'un axe. Patates. 7. Inflexibles. 8. D'un festival. Eté en mesure. 9. Ne signe pas. C'est pour quoi. 10. Banlieusarde.

## Solution du problème précédent





## « Brazil »

de Terry Gilliam

Un univers de béton et d'ordinateurs, une société policière qui fait tout de suite penser au 1984 d'Orwell et une musique connue : *Brazil* qui donne son titre au film.

Le journaliste qui interviewe le ministre de l'Information fait remarquer que son ministère est pléthorique et accapare 7 % du produit national brut. Au milieu de ses explications retransmises aux vitrines des magasins par les petits écrans, une déflagration retentit : c'est un attentat. Le film est ainsi ponctué par les bombes qui éclatent un peu partout, et par la chasse aux « terroristes ».

Une erreur dans cette chasse, une lettre pour une autre dans un nom, va bouleverser la vie de Sam Lowry, employé sans ambition au ministère de l'Information, ce ministère qui contrôle tous les citoyens et éventuellement les arrête et s'en débarrasse. La seule fantaisie de Sam est un rêve qui revient fréquemment : muni d'ailes comme Icare, il vole au secours d'une jeune fille. Or la jeune fille de ses rêves, il va justement la rencontrer : c'est une rebelle dans cette société où personne ne voit ni n'entend rien. Pour elle, il va chercher à comprendre, et va se retrouver aux prises avec la bureaucratie policière.

Le réalisateur dit avoir voulu s'en prendre au mode de vie

américain : « C'est un commentaire sur mon expérience passée de citoyen américain... l'Amérique vous bombarde de ses rêves et vous prive des vôtres ». Il a déclaré aussi : « J'aurais bien voulu être révolutionnaire, mais je n'ai pas trouvé de révolution fondée sur le rire ». Faute donc d'être révolutionnaire, Terry Gilliam rigole de la société qu'il tourne en dérision.

Mais cela va plus loin que la simple dérision. Car le combat que mène Sam pour retrouver son rêve devient aussi une lutte — individuelle certes — contre cette société policière, une lutte pour la liberté. Terry Gilliam en a une vision pessimiste, mais son parti, c'est quand même celui des victimes et de ceux qui espèrent.

Le sujet est traité avec humour, noir et grinçant quelquefois, délirant souvent. Terry Gilliam a une longue expérience de ce style : il travaille depuis 1968 avec les Monty Python, auteurs de *Sacré Graal*, *La vie de Brian*, etc.

Ce film qui dure près de deux heures et demie comporte quelques longueurs et se répète un peu. Malgré cela, grâce à son rythme trépidant, à l'alliance de la fiction, du fantastique, de l'horreur et de l'humour, il est très réussi dans son genre.

Laurence VINON



### Sélection dans les salles parisiennes

#### Films récents...

##### EL NORTE. de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide.

UGC Opéra 2° (vo). Odéon 6° (vo). Rotonde 6° (vo). Normandie 8° (vo).

##### ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniévsky

La vie d'un collègue anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Gaumont Les Halles 1° (vo). Olympic Luxembourg 6° (vo). Publicis Saint-Germain 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo).

##### AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. Les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Impérial 2°. Rex 2°. Vendôme 2° (vo). Ciné Beaubourg 3° (vo). Odéon 6° (vo). George V 8° (vo). Ecurial Panorama 13° (vo). Montpar-

nos 14°. UGC Convention 15°. Calypso 17° (vo).

##### GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Capri 2°. George V 8°.

##### LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Rex 2°. UGC Opéra 2°. Danton 6°. Biarritz 8°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Paramount Montparnasse 14°. Convention St-Charles 15°. Trois Murat 16°.

##### LES SAINTS INNOCENTS. de Mario Camus.

La vie d'une famille paysanne sous la férule d'un



régisseur d'un immense domaine dans l'Espagne des années 1960. Un tableau brutal et poignant de l'oppression des « damnés

de la terre » de la campagne espagnole.  
Reflet Logos 5° (vo).

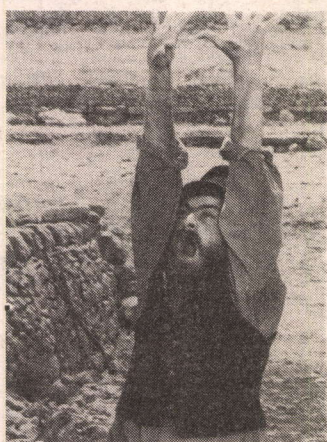
##### STRANGER THAN PARADISE. de Jim Jarmush.

Deux marginaux américains et leur cousine hongroise découvrent la monotonie et l'uniformité du « paradis américain ».

Ciné Beaubourg 3° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Elysées Lincoln 8° (vo). Olympic Entrepôt 14° (vo). Trois Parnassiens 14° (vo).

##### KAOS de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.



Forum Orient Express 1° (vo). 14 Juillet Parnasse 6° (vo). 14 Juillet Racine 6° (vo). Marignan 8° (vo). 14 Juillet 11° (vo). 14 Juillet 15° (vo).

##### TRAIN D'ENFER de Roger Hanin

A partir d'un crime qui s'est déroulé il y a quelques mois, la défenestration d'un Algérien dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires, Roger Hanin a fait un film qui dénonce le racisme.

Gaité Boulevard 2°. Rex 2°. Ermitage 8°. Montparnasse Pathé 14°.

##### PARIS, TEXAS. de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

UGC Opéra 2° (vo). Panthéon 5° (vo). Saint-André-des-Arts 6° (vo). Biarritz 8° (vo).

##### LA DÉCHIRURE. de Roland Joffé.

Le Cambodge des Américains aux Khmers Rouges. Un film qui montre l'horreur des deux côtés, mais pas trop où sont les responsabilités.

Gaumont Les Halles 1° (vo). Gaumont Richelieu 2°. Bre-

tagne 6°. Paramount Odéon 6° (vo). Pagode 7° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Paramount Opéra 9°. 14 Juillet 11° (vo). Nation 12°. Paramount Galaxie 13°. Paramount Gobelins 13°. Gaumont Sud 14°. Gaumont Convention 15°. 14 Juillet 15° (vo). Victor Hugo 16°. Paramount Maillot 17°. Clichy Pathé 18°. Gambetta 20°.

#### ... et moins récents

##### ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX. de Sydney Pollack.

Après la grande crise de 1929 aux Etats-Unis, des jeunes gens s'épuisent à un marathon de la danse.  
Templiers 3° (vo). Tous les jours à 20 h.

##### LITTLE BIG MAN. d'Arthur Penn.

Un vieil Indien raconte un siècle de guerres et de démantèlement des tribus indiennes aux Etats-Unis. Une leçon de civilisation donnée aux « civilisateurs ».  
Champo 5° (vo).

##### LA DIAGONALE DU FOU. de Richard Dembo.

A travers l'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas, une réflexion sur les rapports Est-Ouest.  
Latina 4°.



# La grève des mineurs s'effrite



Un piquet de grève dans une mine du Pays de Galles, au début de la grève, l'année dernière.

## Guadeloupe

### Trois jeunes Noirs condamnés à des peines de prison pour une simple altercation avec un couple de Blancs

Au tribunal correctionnel de Pointe-à-Pitre, le mercredi 30 janvier, 3 jeunes Guadeloupéens étaient condamnés, l'un à 15 jours, le second à 1 mois et le troisième à 2 mois de prison, ferme pour tous les trois, et à 5.000 F d'amende. Leur crime n'a rien à voir avec les délits pour lesquels des quantités de gens passent devant le tribunal correctionnel. Ils ont eu tout simplement une altercation avec un couple blanc. En effet, alors qu'ils roulaient en voiture en direction de Pointe-à-Pitre le dimanche 27 janvier, ils ont été doublés par une voiture conduite par un Blanc. Mais au cours de la manœuvre, leur voiture a été légèrement accrochée par celle du chauffeur blanc et ce dernier, au lieu de s'arrêter comme cela se fait dans des cas pareils, a continué sa route. Les jeunes l'ont alors poursuivi et ont bloqué sa voiture à Grand-Camp. Il s'en est suivi une discussion assez vive. Mais, selon les jeunes en question, il n'y a pas eu échange de coups. Cela

n'a pas empêché la femme du chauffeur, blanche elle aussi, de se rendre chez un médecin pour prendre un certificat médical et, sur la base de celui-ci, de porter plainte à la police. Ainsi le lundi 28, les trois jeunes ont été convoqués au commissariat central de Pointe-à-Pitre, et tout de suite gardés à vue jusqu'au mercredi 30, date à laquelle ils sont passés devant le tribunal correctionnel en vertu de la procédure de saisine directe.

Que la voiture des jeunes ait été un peu abîmée par l'autre chauffeur, il n'en a pas du tout été question. La femme du chauffeur, avec un certificat médical disant qu'elle avait subi un « choc », réclamait 5.000 F de dommages et intérêts, son mari réclamait la même somme.

Le substitut du procureur réclama des peines de prison avec sursis. Il n'a pas été suivi par le tribunal, composé de trois juges blancs, qui au con-

traire ont prononcé des peines de prison ferme.

Que des jeunes soient condamnés à des peines de prison ferme avec amende, pour une simple altercation avec un couple de Blancs, n'a rien pour étonner, dans le climat qui sévit actuellement en Guadeloupe. Des procès politiques se succèdent. Les années de prison pleuvent contre ceux qui dénoncent la situation coloniale, contre ceux qui dénoncent et combattent le racisme officiel. Et dans ce contexte, des jeunes qui ne « font pas de politique », qui veulent tout simplement qu'on les respecte, ces jeunes-là se retrouvent en prison.

Et l'on viendra raconter, après, qu'il n'y a pas de racisme en Guadeloupe !

Extrait de l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* du 23/02/85.

En Angleterre, les comptages officiels des Charbonnages font apparaître que plus de 50 % des mineurs auraient repris le travail. Le gouvernement et la presse réactionnaire montent ce fait en épingle pour souligner que la grève est désormais minoritaire, autrement dit qu'elle n'a plus, ou plutôt encore moins, de raisons d'être.

Les chiffres sont contestés par Arthur Scargill, le leader du syndicat des mineurs (NUM). Mais ce qui ne semble pas contestable, c'est l'effritement de cette grève et la reprise du travail par de nombreux mineurs, chaque semaine.

Après avoir fait grève pendant un an, des dizaines de milliers de mineurs semblent en passe d'être acculés à terminer leur mouvement sans avoir rien obtenu. Comment ? Pourquoi ? Comment la force, la détermination, les sacrifices de plus d'une centaine de milliers de mineurs ont-ils pu conduire à ce qui ressemble, malheureusement, à une défaite ? Les conflits sociaux, même de grande ampleur, les travailleurs ne les gagnent pas toujours. Evidemment. Mais là, il s'agit surtout de l'échec d'une politique, de l'échec d'une direction. Et c'est d'autant plus dramatique.

Le mouvement des mineurs anglais est finalement resté isolé. Il était fort, pourtant. Mais le reste de la classe ouvrière, malgré les sympathies qu'elle avait pour lui, en est resté écarté. Par une politique voulue, choisie par les responsables syndicaux nationaux.

Les leaders du syndicat des mineurs parlent toujours de continuer à en appeler à la solidarité de la Confédération des syndicats britanniques (le TUC) et d'obtenir son appui pour aboutir à des négociations et à un compromis.

Mais il y a solidarité et solidarité ! Il y a la solidarité en paroles, en gestes, qui peuvent faire illusion, et une vraie politique de solidarité de classe, que Scargill n'a pas proposée.

Dès le début, les dirigeants syndicalistes ont refusé d'utiliser la force et la détermination que représentaient 150 000 grévistes pour entraîner, ou tenter d'entraîner le reste de la classe ouvrière. Les problèmes des mineurs sont, au fond, les mêmes que ceux des autres travailleurs britanniques : les suppressions d'emplois et le chômage. Scargill a demandé aux mineurs de participer à

des piquets à l'entrée des puits, mais ne leur a pas proposé d'aller eux-mêmes, à des milliers, se répandre dans toute l'Angleterre ouvrière, nombreux et décidés, pour expliquer leur combat et, surtout, appeler les travailleurs d'autres branches à les rejoindre dans la grève.

Scargill n'a pas proposé aux mineurs de se servir eux-mêmes, et directement, de leur propre force pour gagner à leur combat, rallier à leur combat d'autres pans de la classe ouvrière anglaise. Comme tout bureaucrate syndicaliste, c'est uniquement aux membres de l'appareil syndical du TUC qu'il s'est adressé, à eux, à eux seuls, et pas à l'ensemble des travailleurs.

La seule force des mineurs en grève aurait-elle été un bélier suffisant pour élargir la grève, en faire une grève générale qui aurait pu faire sauter le gouvernement ? On ne peut pas l'affirmer, évidemment. Mais les mineurs auraient ainsi mis des atouts formidables de leur côté pour remporter une victoire sur la direction des Charbonnages, sur la bourgeoisie et sa « dame de fer », et... sur la bureaucratie syndicale elle-même. Et cette politique n'aurait pas placé les mineurs dans une situation plus difficile, de toute façon, que celle qui est la leur aujourd'hui.

L'effritement de la grève la plus longue, la plus importante par le nombre de travailleurs impliqués, que la classe ouvrière anglaise ait connue depuis des dizaines d'années, pose une nouvelle fois, de manière dramatique, le problème de la direction du mouvement.

Près de 100 000 mineurs sont encore en grève. Malgré la démoralisation qui est certainement la leur devant l'absence de perspectives, malgré les reprises de travail, ils représentent une force qui n'est pas encore vaincue. Mais le rapport des forces est indubitablement en train de se dégrader en leur défaveur. Et le fond de la question est de savoir si, pour cette lutte qui continue, ou pour celles qui suivront, les mineurs et les autres travailleurs sauront se donner une direction qui n'enferme pas leur mouvement dans les limites étroites que se donnent les dirigeants syndicalistes officiels.

Claude CHARVET